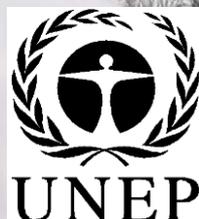


**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
POST-CONFLIT (EEPC)**



Division Post-Conflic et Gestion des Désastres
Programme Pays de la RDC



**REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE
DU CONGO**



©PNUE/RDC

**Analyse qualitative des causes et agents de la déforestation et de la dégradation
des terres forestières dans une RDC post-conflit**

(Rapport Technique)

Données recueillies : Septembre 2009 à Octobre 2010

Draft Proposé par Denis Mahonghol,
Expert Forestier

Février 2012

REMERCIEMENTS

Dans le cadre de l'Évaluation Environnementale Post-Conflict (EEPC) de la République Démocratique du Congo (RDC) et en marge du rapport global qui en découle, l'analyse qualitative des causes et agents de la déforestation et de la dégradation des terres forestières dans ce pays est un rapport technique qui va permettre d'éclairer l'opinion publique et l'ensemble des partenaires à la gestion des forêts, sur ces facteurs tels qu'observés et témoignés par les populations sur le terrain. C'est un préalable à la quantification de la déforestation et une source d'information importante dans le cadre des actions futures à la définition de la stratégie nationale REDD+ de la RDC.

Le rapport présent voit le jour grâce aux multiples contributions de différents collègues et partenaires, tant dans la conception de l'étude, la collecte des données que l'analyse et la rédaction.

Nous voulons donc remercier ici tout d'abord M. *Andrew Morton*, ancien Représentant Pays du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) en RDC (actuellement en charge d'Haïti), pour la conceptualisation méthodologique de cette étude de cas ; M. *Hassan Partow*, actuel Représentant Pays du PNUE en RDC et M. *Dieudonné Musibono* pour leurs appuis multiformes dans la conduite des reconnaissances de terrain ; M. *Réné Abedi Senga*, point focal du PNUE auprès du MECNT en RDC pour l'appui des formalités administratives sur le terrain ; M. *Edward Wilson*, Consultant PNUE, pour le soutien technique et l'appui logistique de certaines missions ; Mme *Saskia Roskam*, Consultant PNUE en communication ; MM. *Vidon Bayibanga* et *Tshitshi Kamuena* pour la préparation logistique de toutes les missions ; ensuite tous ceux qui nous ont appuyé à travers l'accueil et la mise à notre disposition des facilités logistiques dans toutes les provinces visitées, particulièrement et sans être exhaustif, le Programme des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les différentes Coordinations Provinciales de l'Environnement. Les collègues forestiers du Cameroun : Capitaines des Eaux, Forêts et Chasses *Medomo Daniel* et *Liboum Bona Yem*, sans oublier *Hiol Placide* pour les analyses statistiques et la cartographie.

Nous pensons également à MM. *Antoine Mugnier* (FAO, Rome), *Charles René Bassama* (UICN CARPE, Cameroun), *Pr. Dieudonné Musibono* (PNUE, RDC), *Hassan Partow* (PNUE, Genève), *Réné Abedi Senga* (MECNT) pour la relecture du document.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| LISTES DES CARTES..... | 5 |
| LISTES DES FIGURES | 5 |
| LISTE DES TABLEAUX..... | 5 |
| LISTE DES PHOTOS | 5 |
| ACRONYMES | 6 |
| Résumé | 7 |
| 1. Introduction | 10 |
| 1.1. Généralités sur la République Démocratique du Congo..... | 10 |
| 1.2. Le contexte actuel du secteur forestier | 10 |
| 1.3. Justification de l'étude..... | 11 |
| 2. Objectifs et méthodologie | 11 |
| 2.1. But et Objectifs | 12 |
| 2.2. Méthodologie..... | 12 |
| 2.2.1. Sources des données | 12 |
| 2.2.1.1. Données primaires | 12 |
| 2.2.1.2. Données secondaires | 12 |
| 2.2.2. Echantillonnage..... | 12 |
| 2.2.3. Travail de reconnaissance des sites et de compilation des données | 13 |
| 3. Résultats et cadre d'analyse | 14 |
| 3.1. La couverture géographique..... | 14 |
| 3.2. La portée des interviews semi-structurés et contacts directs avec les acteurs locaux | 15 |
| 3.3. Les causes directes de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières..... | 15 |
| 3.4. Les causes indirectes de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières..... | 21 |
| 3.5. L'action combinée de deux causes | 22 |
| 3.6. Le cas particulier du district de l'Ituri | 25 |
| 4. Limites de l'étude..... | 25 |

| | |
|--|----|
| 5. Conclusion et recommandations | 25 |
| 5.1. Conclusion..... | 25 |
| 5.2. Recommandations globales..... | 26 |
| 5.3. Recommandations spécifiques | 27 |
| Références bibliographiques | 27 |
| ANNEXE 1 : Les différentes cartes consultées | 28 |
| ANNEXE 2 : Fiche d’enquête terrain | 34 |
| ANNEXE 3 : Classification des causes de déforestation et/ou de dégradation par province | 35 |
| ANNEXE 4. Evolution des principales causes directes par province | 37 |
| ANNEXE 5. Cartographie des causes directes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC. | 39 |
| ANNEXE 6. Evolution des principales causes indirectes par province | 44 |
| ANNEXE 7. Cartographie des causes indirectes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC..... | 46 |
| ANNEXE 8. Liste non exhaustive des personnes consultées..... | 51 |

LISTES DES CARTES

Carte 1. Présentation des sites de reconnaissance

Carte 2. Causes directes de la déforestation et/ou dégradation forestière en RDC

Carte 3. Causes indirectes de la déforestation et/ou dégradation forestière en RDC

LISTES DES FIGURES

Figure 1. Principales causes directes de déforestation et/ou de dégradation forestière à l'échelle de la RDC

Figure 2. Principales causes indirectes de déforestation et/ou de dégradation forestière à l'échelle de la RDC

Figure 3. Interactions possibles entre causes de déforestation et/ou dégradation forestière

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Clés de lecture des causes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC

Tableau 2. Classification des différentes causes directes par province

Tableau 3. Classification des différentes causes indirectes par province

LISTE DES PHOTOS

Photo 1. Pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis dans la zone de Kisambi – Province de Bandundu

Photo 2. La production et la vente du « Makala » dans la ville de Goma – Un business reluisant pour les jeunes congolais

Photo 3. Camp de déplacés dans la zone de Burungu – Nord Kivu

Photo 4. Effets dévastateurs du feu sur les forêts – Province de l'Equateur

Photo 5. Réhabilitation de l'axe ville de Bukavu-PNKB – Province du Sud Kivu

Photo 6. Transport du bois à têtes d'homme du lieu d'abattage et de transformation vers le parc de chargement – Territoire de Mambasa

Photo 7. Chargement du bois dans le camion de transport – Territoire de Mambasa

ACRONYMES

| | |
|-----------|---|
| DIAF : | Direction des Inventaires et Aménagement Forestiers |
| EdF : | Etat des Forêts |
| EEPC : | Evaluation Environnementale Post Conflit |
| FAO : | Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture |
| MECNT : | Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme |
| MIBA : | Société Minière de Bakwanga |
| NASA : | National Aeronautics and Space Administration |
| OCHA : | Office for the Coordination of Humanitarian Affairs |
| ONG : | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU : | Organisation des Nations Unies |
| PFBC : | Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo |
| PNKB | Parc National de Kahuzi Biega |
| PNUD : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PNUE : | Programme des Nations Unies pour l'Environnement |
| RDC : | République Démocratique du Congo |
| REDD : | Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts |
| REDD+ : | Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts et le rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement de stocks du carbone forestier dans les pays en développement |
| SIFORCO : | Société Industrielle et Forestière du Congo |
| USAID : | United States Agency for International Development |
| USFS : | United States Forest Service |

Résumé

C'est dans le cadre de l'Evaluation Environnementale Post-Conflict (EEPC) de la République Démocratique du Congo (RDC), commanditée par l'Etat congolais en 2008 et confiée au Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE); que l'étude qualitative des causes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière a été initiée entre septembre 2009 et octobre 2010. Partie prenante de l'ONU-REDD avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le PNUE a conduit cette étude pour contribuer à une compréhension profonde des facteurs de la déforestation en RDC. A ce titre l'étude poursuivait un triple objectif : i) déterminer les causes directes et indirectes de la déforestation dans un minimum de quarante sites repartis sur l'ensemble des provinces de la RDC ; ii) analyser spécifiquement les sites choisis pour la détermination des tendances indiquées par les différentes régions ; iii) intégrer les résultats dans l'évolution nationale du processus REDD+, pour alimenter la réflexion autour de la stratégie nationale pour réduire les effets de la déforestation et/ou de la dégradation forestière.

La revue de la littérature, la reconnaissance des sites à travers les observations in-situ, les interviews semi-structurés, les reportages, la tenue des groupes de discussions, la prise des coordonnées GPS, les photographies et les vidéos ont constitué l'ossature de la méthode utilisée. La visite proprement dite d'un site était soumise à des critères relatifs à la distance radiale (considérant à partir du point de base un rayon de 10-20 Km suivant les quatre directions, Nord, Sud, Ouest, Est) ; la distance linéaire (le long des voies d'accès principales) ; ou les sites actifs de mise en œuvre d'un projet. A l'échelle du district 4 à 6 sites pouvaient ainsi être couverts à des

distances variables. S'inspirant de Geist & Lambin, la consignation de toutes les informations recueillis par site dans de petits rapports d'environ 2-5 pages, permettait la compilation et la codification des différentes causes.

Les logiciels Excel d'une part et Arc GIS d'autre part ont permis de réaliser les analyses statistiques de base, de produire des graphiques et des cartes.

Les résultats de cette étude laissent entrevoir que 13 clés de codification des causes de déforestation et/ou de dégradation forestière ont été identifiées et qu'entre septembre 2009 et octobre 2010, dix(10) provinces ont été visitées, dix huit (18) districts/territoires patrouillés, trente deux (32) sites investigués ; soit une couverture géographique de 80-90% par rapport aux prévisions. Une centaine de personnes a été interviewée parmi lesquelles : les chefs de villages et de localités, les paysans, les membres de la société civile (ONG locales) ; les fonctionnaires des services administratifs provinciaux (délégations provinciales de l'environnement, de l'agriculture, du développement durable, MIBA, etc.) ; les fonctionnaires des organisations internationales ; les acteurs du secteur informel (mineurs artisanaux, commerçants, exploitants forestiers artisanaux) et les membres du secteur privé notamment ceux de la SIFORCO. Différentes classes d'âge ont été ciblées par l'étude (jeune et vieux) ; la diversité de genre et de culture prise en compte (hommes/femmes, bantous/peuples autochtones) et le niveau de vulnérabilité considéré (pauvres et moins pauvres).

L'agriculture itinérante sur brûlis, la production du charbon de bois ainsi que les causes liées à la démographie et aux phénomènes tels les feux de brousse, sont considérés selon l'étude comme principales causes directes de déforestation et/ou de dégradation forestière en RDC. Les causes indirectes quant à elles regroupent pour

l'ensemble du pays, les problèmes relatifs aux *mouvements des populations* (soit pour fuir les conflits armés, soit du fait de la croissance démographique), *les aspects institutionnels* (guerres successives) et *les aspects liés à l'économie* (pauvreté, chômage des jeunes).

Dans le district de l'Ituri, territoire de Mambasa particulièrement, l'on note une forte activité du secteur informel du bois, mettant en scelle du bois illégal qui prend généralement la direction de l'Ouganda ou du Kenya où il change de label.

Conscient du fait que la RDC est un grand pays forestier, jouant un rôle majeur avec l'ensemble des pays du Bassin du Congo à la régulation du climat global ; le PNUE à travers cette étude a apporté des informations pertinentes à la détermination, des causes réelles de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC pour appuyer l'étude quantitative de détermination de ces causes sous le leadership de la FAO dans le cadre du processus REDD+.

Aussi l'étude a fait des recommandations globales et spécifiques, à l'endroit du Pays et de ses partenaires qui l'accompagnent, notamment : i) renforcer la mise en œuvre de la vision multifonctionnelle des forêts (allusion faite à la planification du territoire nationale et au zonage forestier de la RDC) ; ii) poursuivre et achever les mesures correctives et préventives du secteur forestier ; iii) reconstruire les institutions et renforcer le leadership national ; iv) intégrer les résultats de la présente étude dans le processus de détermination des causes de déforestation et/ou de dégradation forestière en RDC ; v) obtenir le consensus autour des causes de la déforestation et/ou dégradation forestière en RDC.

Mots clés : RDC, PNUE, causes de déforestation et/ou de dégradation.

Abstract

It's under the Post-Conflict Environmental Assessment (PCEA) of the Democratic Republic of Congo (DRC), ordered by the Congolese government in 2008 and entrusted to the United Nations Environment Programme (UNEP); that the qualitative study of the causes of deforestation and / or forest degradation has been initiated between September 2009 and October 2010. Part of the UN-REDD Programme with the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO), UNEP conducted the study to contribute to a profound understanding of deforestation factors in the DRC. As such the study had three objectives: i) determine the direct and indirect causes of deforestation in a minimum of forty sites distributed across the provinces of the DRC; ii) specifically analyze the sites chosen for the determination of trends indicated by the different regions; iii) integrate the results in the national REDD+ process development, to support reflection around the national strategy to reduce the effects of deforestation and / or forest degradation.

The literature review, site reconnaissance through the in-situ observations, semi-structured interviews, reports, focus groups, GPS coordinates; photographs and videos have formed the backbone of the method used. The visit itself for a site was subject to criteria relating to the radial distance (considering from the base point a radius of 10-20 km along the four directions, North, South, West, East), the linear distance (along the main access routes) or the active sites of implementation of a project. At the district level 4-6 sites could well be covered at varying distances. Inspired by Geist and Lambin, recording all the information collected by site in small field reports of about 2-5 pages, allowed the compilation and codification of the various causes.

Excel software on the one hand and Arc GIS on the other hand have achieved the basic statistical analysis, to produce graphs and maps.

The results of this study have established that 13 coding keys of deforestation and / or forest degradation causes of have been identified and that between September 2009 and October 2010, ten (10) provinces were visited, eighteen (18) districts / territories patrolled, thirty two (32) sites investigated, that is to say a geographic coverage of 80-90% from the forecast.

A hundred people were interviewed among which : the heads of villages and towns, farmers, members of civil society (local NGOs), officials of the provincial administrative departments (provincial delegations of the environment, agriculture, sustainable development, MIBA, etc.); officials of international organizations, the informal sector (artisanal miners, traders, small scale loggers) and private sector members including SIFORCO staff. Different age groups were targeted by the study (young and old), gender and cultural diversity taken into account (male vs. female, bantu vs. indigenous people) and the level of vulnerability considered (poor and less poor).

The slash and burn agriculture, the charcoal production, causes related to demographics and phenomena such as wildfires, are considered as major direct drivers of deforestation and/or forest degradation in DRC, according to the study. Underlying drivers of deforestation and/or forest degradation for the whole country are related to population fluctuation (whether fleeing armed conflict, either because of population growth), institutional aspects (successive wars) and aspects related to economy (poverty, youth unemployment).

In the Ituri district, territory of Mambasa particularly, there is a strong informal sector

logging activity pushing in illegal timber in the direction of Uganda or Kenya where the wood changes his label.

Aware that DRC is a heavily forested country, playing a major role with all Congo Basin countries to regulate the global climate; UNEP through this study provides relevant information to the determination of the actual drivers of deforestation and/or forest degradation in DRC to support the quantitative study under the FAO leadership in the REDD+ process.

The study made overall and specific recommendations in lieu of the DRC government and its supportive partners, including : i) strengthen the implementation of multifunctional vision of the forest (related to national territory planning and forest zoning in DRC); ii) continue and complete the corrective and preventive measures in the forestry sector; iii) rebuild institutions and strengthen national leadership; iv) integrate the results of this study in the national process of determining drivers of deforestation and/or forest degradation in DRC; v) obtain consensus about the drivers of deforestation and/or forest degradation in DRC.

Key words: DRC, UNEP, drivers of deforestation and/or forest degradation.

1.Introduction

1.1. Généralités sur la République Démocratique du Congo

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays qui, installé au cœur de l'Afrique a une dimension plurielle. Sur une superficie totale de 2 345 410 Km², sa population est estimée en 2010 à plus de 60 000 000 d'habitants, pour un climat tropicale humide à quatre saisons (deux pluvieuses et deux sèches), avec deux fuseaux horaires de l'Ouest vers l'Est différents d'une heure (+1.00 à l'Est) et un PIB par habitant estimé à 107\$. D'après le Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo (PFBC, 2006) dans l'Etat des Forêts (EdF) 2006, les taux de déforestation et de dégradation du pays sont respectivement évalués à 0,26% et 0,15%.

1.2. Le contexte actuel du secteur forestier

Dans le Bassin du Congo (2^e poumon du monde), la RDC vient en tête avec 12 800 042 Km² de superficie totale de forêts dont 1 053 510 Km² seraient susceptibles de soutenir une exploitation forestière durable (PFBC, 2006). Presque 9 millions d'hectares sont actuellement assignés aux parcs et autres réserves apparentées avec pour objectif une couverture de 15% du territoire national. En outre, le RDC possède 45 000 000 d'ha de « Miombo¹ » en

¹ Les écosystèmes de « miombo » représentent la région zambézienne qui s'étend de 3 ° S à 26 ° S et de l'Océan Atlantique jusqu'à l'Océan Indien. Cette région inclut entièrement la Zambie, Malawi, Zimbabwe, Tanzanie, Mozambique, Namibie, Botswana, Afrique du Sud (Transvaal), Sud-Est de la République Démocratique

mélange de forêts décidues qui sont également sujettes à l'exploitation, notamment pour le bois de mine et le bois de feu.

L'exploitation forestière en RDC a débuté à la fin du 19^{ème} siècle dans le Bas-Congo. A partir de 1903, avec l'achèvement du chemin de fer Léopoldville²-Matadi, du bois a pu être acheminé depuis l'intérieur du pays. Les premières compagnies forestières industrielles se sont installées à partir de 1930 dans la Bas-Congo et dans la région de Bandundu. Un premier décret régissant l'exploitation forestière a été proclamé en 1949. Il réglementait l'utilisation indigène du bois, classifiait les grumes et définissait les méthodes d'exploitation. A partir de 1960, des concessions ont été attribuées dans toute la cuvette centrale, principalement le long du fleuve Congo et ses principaux affluents, jusque Kisangani au nord-est (Van de Weghe & al., 2005).

La production de bois a cependant fortement varié en fonction de la situation sociopolitique et la production de grumes n'a jamais excédé 500.000 m³ alors que le gouvernement estime que la production annuelle pourrait durablement atteindre 10 000 000 m³. Ce faible prélèvement est expliqué au-delà de la pauvreté des forêts en bois d'œuvre, par de grandes difficultés d'accès aux forêts et de transport des produits, induisant des coûts d'évacuation élevés (de Wasseige et al., 2009).

Le volume de bois en grume produit par le secteur informel est très important en RDC et par nature difficilement quantifiable. D'après Giré (2003) cité par de Wasseige et al. (2009), les producteurs artisanaux produisaient entre

du Congo (Katanga), et une grande partie de l'Angola. Elle couvre une superficie estimée à 3 770 000 km² avec des altitudes variables entre 900 et 1500 m.

² Actuelle ville de Kinshasa

1,5 et 2,4 millions de m³, ce qui correspond entre cinq à huit fois la production du secteur industriel. Ce secteur informel dessert principalement le marché local du bois mais aussi et surtout les pays voisins tels l'Angola, la Zambie, le Burundi, le Rwanda et le Soudan.

Au sortir de la guerre de libération de 1996-1997, le pays a amorcé avec l'aide de plusieurs partenaires au développement (PNUD, Banque Mondiale, etc.) une refondation de son secteur forestier afin qu'il contribue de façon significative à l'économie nationale. C'est dans ce contexte post-conflit qu'est publié le Code Forestier en Août 2002. Soucieux de gérer de façon durable ses forêts, une revue institutionnelle a été amorcée conduisant à la suite du moratoire, une révision des titres forestiers.

Le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT) reçoit cent cinquante six (156) demandes de conversion des autorisations d'exploitation lorsque l'opération est lancée en 2005. Ces 156 demandes représentent une superficie de vingt deux (22) millions d'hectares. Une surface qui équivaut au tiers de la surface exploitable des forêts de la RDC.

La révision des titres forestiers a permis de suspendre les activités de plusieurs firmes, passant ainsi d'une centaine d'opérateurs à quelques dizaines (65 titres convertis pour une superficie de 9.719.246 ha)³.

1.3. Justification de l'étude

³ Chiffres révélés à la conférence de presse de monsieur le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme à l'occasion de la publication des recommandations issues de la deuxième saisine de la commission interministérielle de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière, 19 Janvier 2009.

Dans le cadre de l'Evaluation Environnementale Post Conflit (EEPC) de la RDC commanditée par l'Etat congolais en 2008 et confiée au Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), la thématique « forêts » autant que les autres devait être passé au crible pour en savoir le réel potentiel et repenser la stratégie de stabilisation, de relance économique et de développement pour baliser les futures interventions des partenaires.

Partie prenante de l'ONU-REDD avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le PNUE s'inscrivant dans la dynamique de la nouvelle thématique de la Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts et le rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement de stocks du carbone forestier dans les pays en développement (REDD+), a voulu à travers l'EEPC apporter sa pierre à l'édifice. Aussi dans son déploiement dans les différentes provinces de la RDC, le PNUE a initié cette étude technique parallèle pour la connaissance des agents et causes de la déforestation et de la dégradation des forêts de la RDC.

2. Objectifs et méthodologie

Le programme national REDD de la RDC a commencé en 2009 et se compose d'une gamme d'activités de développement et d'études techniques. Le partenariat ONU-REDD (PNUE, PNUD, FAO) dans ce cadre a été mis en place pour contribuer au programme d'appui technique, logistique et financier. L'une des premières études prévue est celle des facteurs de la déforestation - dirigée par la FAO et MENCT-DIAF et qui devrait tirer avantage de plusieurs autres études passées ou en cours, dont la présente étude de terrain du PNUE. Ce

paragraphe décrit la méthodologie qu'a utilisé le PNUE dans l'enquête de reconnaissance des différents facteurs de la déforestation sur le terrain avec différents acteurs.

2.1. But et Objectifs

Le but de cette étude est de contribuer à une compréhension en profondeur des facteurs de la déforestation et de la dégradation des terres forestières en RDC. Aussi les objectifs poursuivis se déclinent en :

- la détermination des causes directes et indirectes de la déforestation dans un minimum de quarante (40) sites et dix (10) régions réparties sur l'ensemble des provinces de la RDC.
- la détermination et l'analyse des tendances actuelles indiquées par les régions et l'analyse spécifique des sites.
- l'intégration des résultats dans l'évolution nationale du RPP et de la détermination de la stratégie nationale REDD.

2.2. Méthodologie

2.2.1. Sources des données

La collecte des données dans le cadre de cette étude a été rendue possible suite à une combinaison d'informations qui ont été classifiées en données primaires et données secondaires.

2.2.1.1. Données primaires

Un travail de bureau a permis de baliser le chemin de cette étude par l'exploitation des données primaires, qu'ont été divers rapports des partenaires, les rapports de l'EdF du Bassin du Congo 2006 et 2008, les différentes

cartes (voir **annexes 1a-1f**) dont : (i) la carte administrative de la RDC ; (ii) la carte forestière de la RDC ; (iii) la carte climatique de la RDC ; (iv) la carte des concessions forestières de la RDC (2002) ; (v) La carte des changements décennaux du couvert forestier en RDC issue des images satellitaires et autres études produites par USAID en 2000 avec le partenariat des Universités de Maryland et Dakota du Sud ainsi que de la NASA (format papier); (vi) la carte de la RDC : occupation du sol au 1/3 000 000^e réalisée par l'unité de recherche en environnémentrie et géomatique de l'Université Catholique de Louvain en Belgique (1996), (vii) et d'autres cartes régionales offertes en format numérique par OCHA. Celles-ci ont permis de cibler les sites de déforestation où les données qualitatives (brève description des sites, position GPS, classification des causes, etc.) devaient être collectées.

2.2.1.2. Données secondaires

L'étape de reconnaissance terrain qui suivait à chaque fois le travail de bureau, était généralement mise en phase avec les différentes missions de terrain dans le cadre de l'EEPC. Les interviews avec les parties prenantes dans les différents sites de déforestation ciblés (interviews semi structurés et focus group), la prise des coordonnées GPS des sites, les photographies ainsi que les observations directes in-situ ont constitué l'ossature des données secondaires. Une fiche d'enquête (**annexe 2**) élaborée à l'occasion, a servi de consigner toutes les données par site et par province.

2.2.2. Echantillonnage

S'insérant dans l'étendu des missions de terrain dans le cadre de l'EEPC et qui devaient couvrir à chaque fois un à trois districts ou territoires ; le

choix des sites de déforestation devait obéir aux critères suivants :

- **distance radiale** - sites répartis dans différentes directions à partir d'un point de base (par exemple autour d'une ville, avec des sites situés entre 10-20 km dans les directions soit nord, sud, est et/ou ouest).
- **distance linéaire** - le long d'une voie d'accès principale.
- **site actif des activités d'un projet** – ciblage d'un projet clé de développement (par exemple la construction d'une nouvelle route, l'exploitation minière ou l'installation d'une plantation).

Chaque district ou territoire devait avoir entre 4-6 sites espacés les uns des autres. Le rayon de couverture de chaque zone variant en fonction de l'accessibilité aux sites, une norme générique de 2 km par 2 km a été convenue comme standard.

2.2.3. Travail de reconnaissance des sites et de compilation des données

Le travail de reconnaissance des sites et de collecte des données devait déboucher sur la rédaction d'un bref rapport technique (2-5 pages) dédié pour chaque site et basé sur les activités suivantes :

- Enregistrement des coordonnées GPS pris au centre du site ;
- Prises de photos du site à partir de différentes directions et zoom, montrant le paysage général, le statut de la déforestation ou dégradation et activités y contribuant (10-20 photos) ;
- Rédaction d'une description générale : a) le paysage et b) les activités d'utilisation des terres identifiées ;

- En utilisant la classification de Geist-Lambin, identifier et décrire dans l'ordre les trois (3) principales causes directes et indirectes. Toujours aller au 3ème niveau de détail. Notons qu'une cause peut avoir plusieurs variantes, information à prendre en compte lors de la collecte des données ;
- Porter un jugement qualitatif sur les facteurs dominants et les décrire plus en détail ;
- Interviews des intervenants locaux, pour la validation ou non des facteurs observés et la connaissance du jugement qu'ils font de la déforestation pour ses causes directes et sous-jacentes.

L'enregistrement des entrevues avec les locaux se basait sur une série de préoccupations dont les principales étaient :

- Qui sont les acteurs clés ;
- Période de la déforestation et les possibles liens avec les grands événements/incidents tels que l'indépendance et les conflits ;
- La forêt primaire ou secondaire ;
- situation foncière ;
- Mode de déforestation/dégradation des terres forestières et l'utilisation de produits ;
- Le partage des bénéfices liés au processus de la déforestation/dégradation ;
- Rôle du gouvernement et des acteurs gouvernementaux, le cas échéant ;
- Tendances et événements récents.

La compilation des données a consisté au décryptage de chaque rapport technique, afin de ressortir la situation globale par province et partant pour tout le pays. La codification des causes de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières s'inspirant du modèle de Geist & Lambin a ressorti treize (13) codes ou clés de lecture de la déforestation en RDC (**tableau 1**).

Tableau 1. Clés de lecture des causes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC

| N° | Code | Signification |
|----|---------|--|
| 1 | AGRO | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | | Installation de plantations à grande échelle |
| 2 | ECON | Aspects économiques (Création d'emploi, crise économique, chômage, pauvreté, développement de marchés spontanés, création de nouveaux marchés publics) |
| 3 | INFRA1 | Création des routes principales et secondaires |
| | | Construction d'immeubles |
| 4 | INFRA2 | Chemins de fer et toute autre infrastructure connexe |
| 5 | INST | Aspects institutionnels (décisions politiques, mégestion, guerres civiles, système de propriété foncière, corruption) |
| 6 | MINING1 | Présence des mines industrielles |
| 7 | MINING2 | Présence des mines artisanales |
| 8 | OTHER | Toute autre cause (feu de brousse, pâturages, activités volcaniques, mauvaise gestion des déchets, pollution de la nature) |
| 9 | POP | Evolution de la population dans le temps, démographie |
| | | Mouvements migratoires quels qu'ils soient (déplacés, réfugiés, etc.) |
| 10 | TECH | Mise en place des usines agro-industrielles fonctionnelles |
| 11 | WOOD1 | Exploitation industrielle du bois |
| 12 | WOOD2 | Exploitation artisanale du bois |
| 13 | WOOD3 | Production du charbon de bois |

Grâce au logiciel Excel, toute l'analyse statistique a été effectuée ainsi que la production des différents graphiques. Les fonctions relatives à la moyenne et à la

fréquence de chaque paramètre ont été établies. Les paramètres de base statistique considérés dans cette étude furent : *le type de déforestation* (directe ou indirecte) ; *le degré de déforestation* (1= cause la plus importante ; 2= cause moyennement importante ; 3= cause moins importante) ; *le site concerné et la province*.

La cartographie permettant de mieux représenter à travers tout le pays les causes les plus importantes a été faite à l'aide du logiciel ArcGIS, après que les coordonnées géographiques aient été collectées et entrées dans une base de données Excel puis importées. Plusieurs possibilités de cartes s'offraient ainsi pour les différentes compilations des données.

3. Résultats et cadre d'analyse

3.1. La couverture géographique

Dans le cadre de cette étude, dix (10) provinces sur les onze (11) que compte la RDC ont été visitées, dix huit (18) districts/territoires patrouillés et trente deux (32) sites de reconnaissance investigués (**carte 1**). Ce qui nous amène par rapport aux prévisions, à un taux de couverture variant entre 80% - 91% passant des sites de reconnaissance aux différentes provinces effectivement investiguées et visitées. La compilation de l'ensemble des données a permis d'obtenir l'**annexe 3**.

La province du Katanga malgré sa singularité en ce qui concerne son écosystème de « miombo », encore appelé écorégion de forêts sèches du Sud-est de la RDC, n'a pas été visitée dans le cadre de cette étude par l'équipe de forestiers. Mais c'est le lieu de noter que les reliques forestières de cette partie du pays, font face à une pression extrême pour le charbon de bois

afin de satisfaire les besoins sans cesse croissants en énergie des villes de Lubumbashi et de Kipushi.

Le district de l'Ituri qui par contre a été visité, n'a pu faire partir de l'analyse des données collectées, du fait que cette zone présente une particularité dont l'équipe a voulu relever et présenter de façon spécifique (voir **paragraphe 3.6**).

3.2. La portée des interviews semi-structurés et contacts directs avec les acteurs locaux

Des dix (10) provinces visitées et sur la trentaine des sites effectivement investigués, nous notons qu'environ une centaine de personnes ont été interviewé. Les acteurs locaux ayant participé à cette démarche regroupaient: les chefs de villages et de localités; les paysans; les membres de la société civile (ONG locales); les fonctionnaires des services administratifs provinciaux (Délégations provinciales de l'environnement, de l'agriculture, du développement durable, MIBA, etc.); les fonctionnaires des organisations internationales; les acteurs du secteur informel (mineurs artisanaux, commerçants, exploitants forestiers artisanaux) et les membres du secteur privé notamment ceux de la SIFORCO.

Différentes classes d'âge (jeunes et vieux); la diversité du genre (hommes et femmes); le niveau de vulnérabilité (moins pauvres, pauvres bantous et plus pauvres pygmées ou peuples autochtones) ont été concernées par la collecte des données sur le terrain.

3.3. Les causes directes de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières

D'après Geist & Lambin (2001), les causes directes de déforestation sont généralement perceptibles au niveau local à l'échelle des sites et concernent les activités anthropiques qui affectent directement l'environnement. Différentes des conditions structurales, systémiques ou initiales, ces causes peuvent être interprétées comme étant plus immédiates, facteurs directs à l'origine de l'utilisation des terres et qui impactent directement sur le couvert forestier. Plusieurs littératures classent ces dernières en trois (3) grands groupes: l'expansion agricole, l'exploitation forestière et le développement des infrastructures.

Dans le cadre de notre étude, nous avons voulu faire la différence entre la déforestation et la dégradation des terres forestières en notant que la dernière est plus ciblée vers la reconversion des terres en des utilisations autres que les forêts (expansion agricole, développement des infrastructures et activités minières).

Dans les dix (10) provinces visitées, vingt (20) causes ont été répertoriées parmi lesquelles, treize (13) agissantes seules et sept (07) en combinaison de deux causes. Le **tableau 2** donne une classification des causes directes par province, tandis que les tendances évolutives de ces causes par province sont présentées en **annexes 4a-4j** de même que la cartographie de ces causes dans chaque province en **annexes 5a-5j**. Pour l'ensemble du Pays, les analyses faites indiquent que l'agriculture itinérante sur brûlis (photo 1) est la cause directe première de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières, suivie de l'exploitation du bois pour la production du charbon de bois ainsi que des causes liées à la démographie et des

phénomènes tels que les feux de brousse (figure 1).

La **carte 2** donne un aperçu global de la déforestation et/ou de la dégradation forestière à l'échelle du pays.

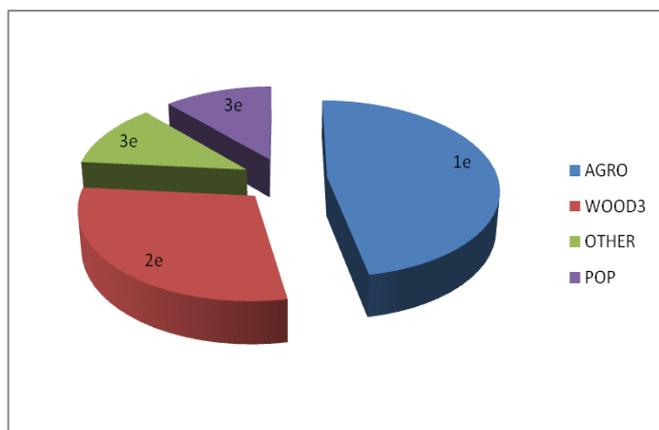


Figure 1. Principales causes directes de déforestation et/ou de dégradation forestière à l'échelle de la RDC.

Tableau 2. Classification des différentes causes directes par province

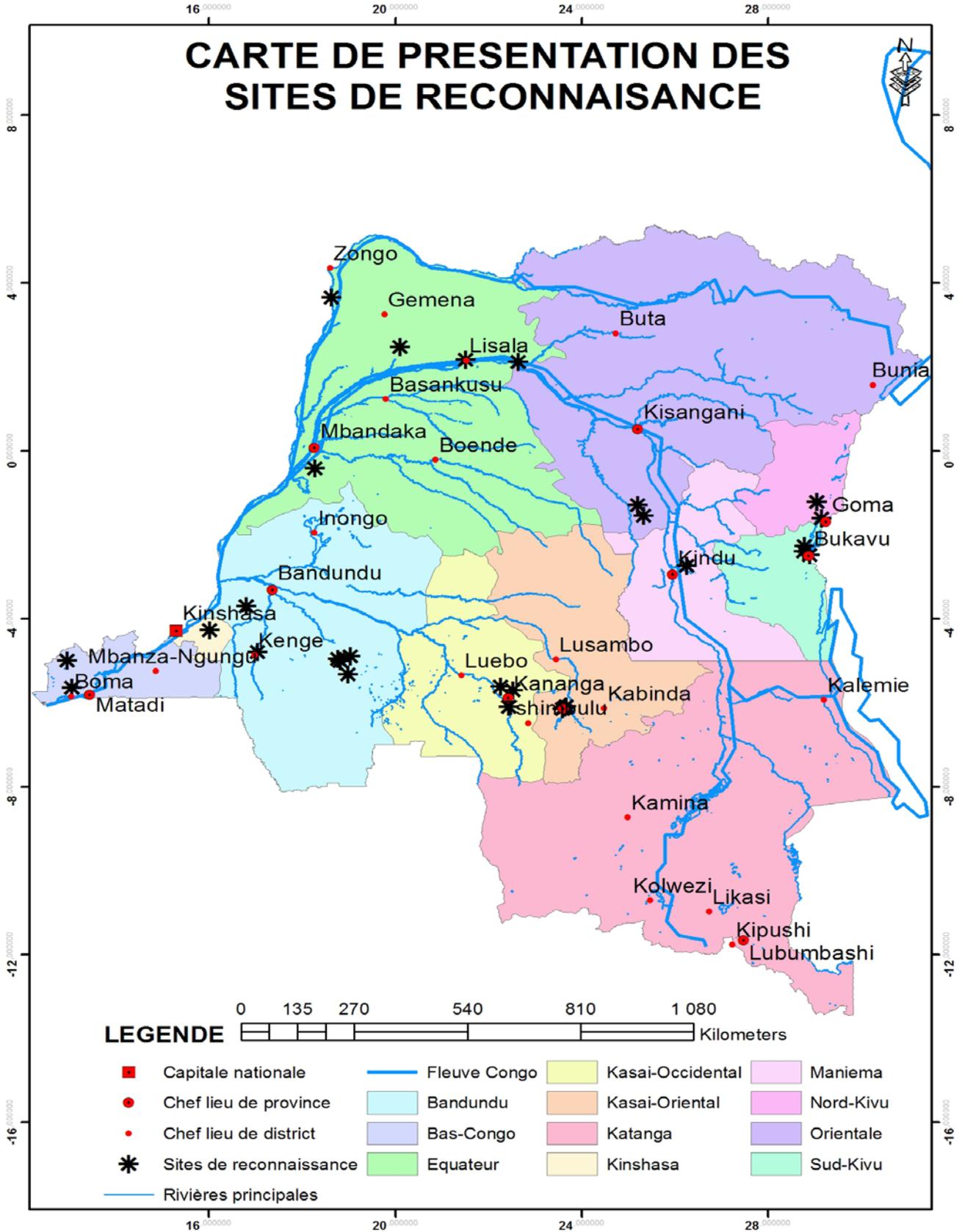
| Province | Cause directe | Rang | Observation |
|-----------|---------------|----------------|--|
| Bandundu | AGRO | 1 ^e | Forte installation du palmier à huile et agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD3 | 2 ^e | Carbonisation |
| | OTHER | 3 ^e | Perte de la fertilité des sols. |
| Bas-Congo | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD3 | 2 ^e | Carbonisation |
| | WOOD1 | 3 ^e | Zone de première exploitation industrielle du bois |
| Equateur | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD3 | 2 ^e | carbonisation |
| | WOOD1/WOOD2 | 3 ^e | Combinaison des exploitations industrielle et artisanale |

| | | | |
|------------------|-----------|----------------|---|
| Kasai Occidental | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD2 | 2 ^e | Exploitation artisanale du bois |
| | WOOD3 | 3 ^e | carbonisation |
| Kasai Oriental | MINING2 | 1 ^e | Prolifération des mines artisanales de diamants |
| | WOOD3 | 2 ^e | carbonisation |
| | AGRO | 3 ^e | Agriculture |
| Kinshasa | WOOD3 | 1 ^e | Intense activité de carbonisation |
| | AGRO | 2 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | OTHER | 3 ^e | Feux de brousse |
| Maniema | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | MINING2 | 2 ^e | Mines artisanales de coltan et autres |
| | WOOD3 | 3 ^e | carbonisation |
| Nord Kivu | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD3 | 2 ^e | carbonisation |
| | POP | 3 ^e | Démographie, mouvements migratoires permanents |
| Orientale | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | WOOD3 | 2 ^e | Carbonisation |
| | WOOD2 | 3 ^e | Exploitation artisanale du bois |
| Sud Kivu | AGRO | 1 ^e | Agriculture itinérante sur brûlis |
| | AGRO/TECH | 2 ^e | Installation de l'usine à Thé |
| | POP | 3 ^e | Mouvements migratoires permanents |

Les fréquences d'apparition, bases de la classification des causes directes à l'échelle du pays, montrent clairement une prépondérance de l'agriculture itinérante sur brûlis, première cause de la déforestation, sur les suivantes.

Ceci dénote de l'importance de l'agriculture itinérante sur brûlis sur le quotidien des populations, leur besoin en alimentation et l'application d'une pratique d'enrichissement du sol. Conséquence de l'abandon des jachères longues, mais aussi de la perte de la fertilité des sols liée aux plantations de palmier à huile vieilles de plus de 40 ans.

Carte 1 : Présentation des sites de reconnaissance

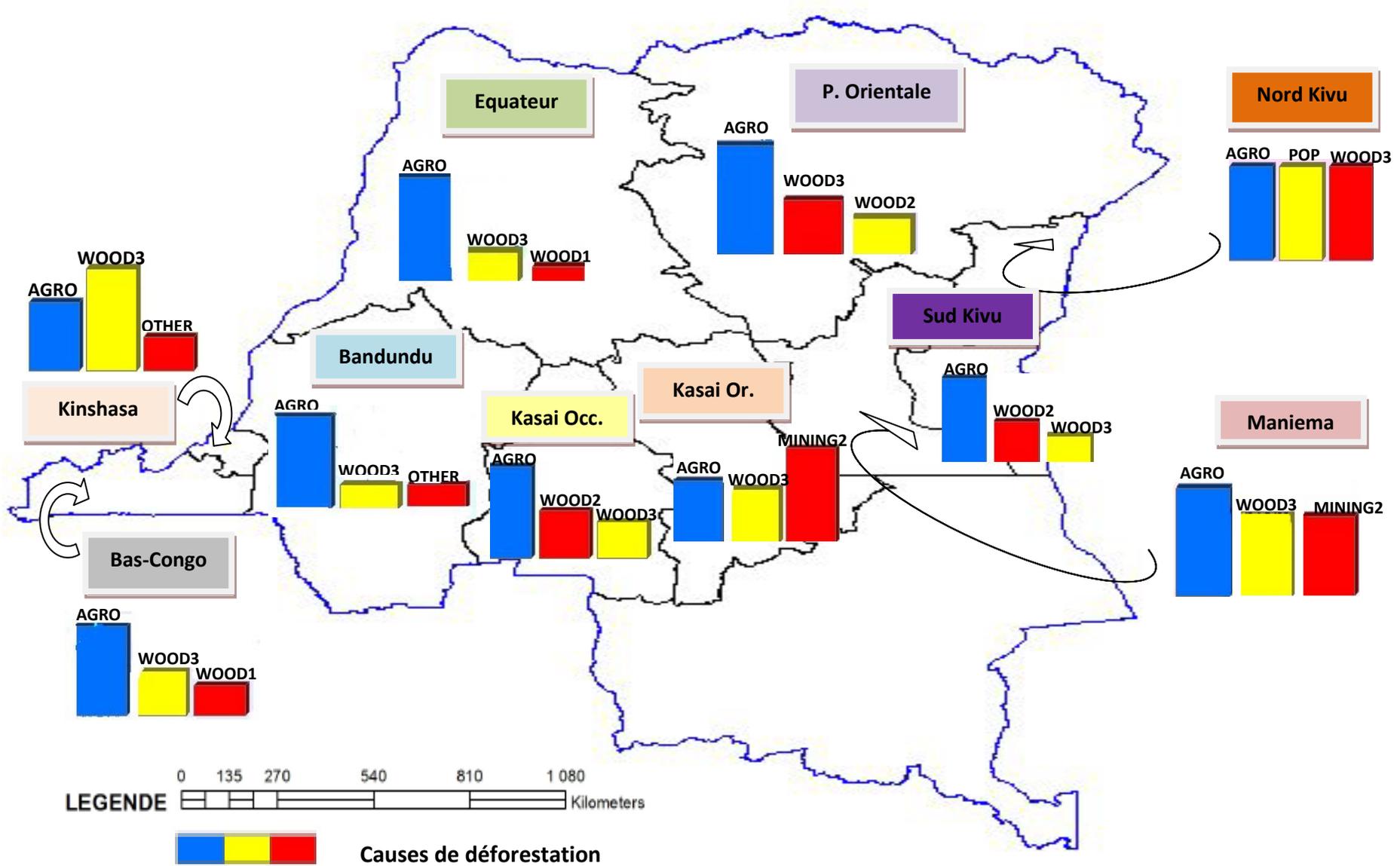


Source : Mahonghol & Medomo, 2011.



Photo 1. Pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis dans la zone de Kisambi – Province de Bandundu.

Carte 2. Causes directes de la déforestation et /ou dégradation forestière en RDC



Source : Mahonghol, 2012.

La production du charbon de bois à des proportions macro renseigne de la dépendance des populations congolaises tant rurales, périurbaines, qu'urbaines à l'énergie bois et à des coûts relativement faibles et supportables par la majeure partie des paysans, mais au détriment des écosystèmes forestiers. Environ 90% de la consommation totale de l'énergie de la RDC provient de la biomasse et particulièrement du bois ou son dérivé, le charbon de bois qui sert en premier à la cuisson dans les ménages. La ville de Lubumbashi consomme 1 million de sacs de charbon par an, pendant qu'à Kinshasa des sondages divers indiquent que la consommation minimale d'une famille de six personnes est de deux sacs de 35 Kg de charbon de bois par mois avec 65% de familles qui n'utilisent que l'énergie bois pour leurs ménages. Après le recensement de 1984, sur base des estimations du Ministère du Plan à partir des années 2000, il est indiqué que la population de Kinshasa est estimée à 7 millions d'habitants et près de 4,2 millions de tonnes équivalent bois seraient nécessaires pour couvrir les besoins de la ville en combustible ligneux. Si l'on prend en compte les rendements actuellement réalisés à la carbonisation (25%) et à la combustion (10% à 20%), on estime que la consommation est de 1m³ de bois par personne par an. L'Est du pays en matière de charbon de bois semble être le bastion d'un trafic informel qui fournit plusieurs devises aux investisseurs ainsi qu'aux milices armées et même FARDC. La situation sécuritaire de cette partie du pays entraîne des déplacements fréquents de populations, fragilisant ainsi les écosystèmes qui leurs servent d'habitat. C'est le cas à Goma où le Parc des Virunga est pris d'assaut par les producteurs du « Makala⁴ » et compte par les premiers sites pourvoyeurs de la ville (**Photo 2**).

On peut également noter que la production du charbon de bois en RDC traverse les frontières pour alimenter les pays voisins tels le Rwanda et le Burundi.

⁴ Charbon de bois en langue locale (lingala).

Quant aux mouvements des populations, on note des migrations inter et intra régionaux dans les zones sous emprise des conflits armés notamment à l'Est du pays (**Photo 3**), de même qu'un accroissement démographique dans les zones à fort potentiel commercial (Kinshasa, Béni, Butembo, Bumba). L'impact néfaste sur les écosystèmes forestiers devient naturellement évident, par le développement d'activités anthropiques devant assurer la survie des populations en mouvement.

Au delà des feux de brousse (**Photo 4**) qui font partir des facteurs qui mettent en mal directement les écosystèmes forestiers dans les provinces de Kinshasa, Equateur, Orientale et Bandundu, d'autres facteurs doivent être aussi pris en compte notamment : les pâturages et les décharges des déchets dans ces provinces y compris dans les provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu.

Il est tout aussi spécifique de noter la forte activité minière dans la province du Kasai Oriental où de façon industrielle la MIBA et son polygone de 43 000 Km² représente un vaste espace dénudé et continuellement déboisé depuis plusieurs décennies pour l'extraction du diamant kimberlitique. Une forte présence de jeunes désœuvrés et voués à la tâche de mineurs artisanaux est également observée et crée au-delà d'un problème environnemental, un problème social préoccupant au vu des morts d'hommes généralement signalés.



Photo 2. La production et la vente du «Makala» dans la ville de Goma – un business reluisant pour les jeunes congolais.



Photo 3. Camp de déplacés dans la zone de Burungu – Nord Kivu

3.4. Les causes indirectes de déforestation et/ou de dégradation des terres forestières

Les facteurs indirects pour cette étude regroupent pour l'ensemble du pays, les problèmes relatifs aux mouvements des populations soit pour fuir les conflits armés entre bandes rivales notamment dans les deux Kivus et dans la province Orientale, soit du fait de la croissance démographique ; les aspects institutionnels dont les guerres successives en RDC ; les aspects économiques liés à la pauvreté et au chômage des jeunes, en sont l'émanation. L'on note tout de même le développement à l'époque des années 1960s, d'un important réseau ferroviaire qui dessert les Kasai et le Katanga ainsi que la création des routes. Le **tableau 3** présente les différentes causes indirectes telles qu'observées sur le terrain par province, pendant que la **carte 3** en donne une vue globale à l'échelle du pays. La **figure 2** quant à elle visualise les trois premières causes indirectes du pays.

La série de graphiques et de cartes correspondant à l'évolution des causes indirectes par province se trouve en **annexes 6a-6j** et **7a-7j**.

Tableau 3. Classification des différentes causes indirectes par province

| Province | Cause indirecte | Rang | Observation |
|------------------|-----------------|----------------|---|
| Bandundu | ECON | 1 ^e | Développement d'antan du secteur industriel aujourd'hui en déclin. |
| | POP | 2 ^e | Croissance démographique considérable dans le temps. |
| | INST | 3 ^e | Mauvaise politique d'installation des palmiers nains. |
| Bas-Congo | POP | 1 ^e | Croissance démographique |
| | INST | 2 ^e | Problèmes de gouvernance |
| | / | 3 ^e | / |
| Equateur | WOOD1 | 1 ^e | Exploitation forestière hors la loi (coupe sauvage, abandon des grumes) |
| | INST | 2 ^e | Défaut de suivi des exploitants par les services étatiques compétents |
| | POP/ECON | 3 ^e | Combinaison de l'évolution de la population avec la pauvreté |
| Kasai Occidental | WOOD1 | 1 ^e | Présence active d'exploitants industriels |
| | INFRA2 | 2 ^e | Présence d'un réseau ferré |
| | INFRA1 | 3 ^e | Activités d'ouverture de nouvelles routes |
| Kasai Oriental | INFRA1 | 1 ^e | Création de nouvelles routes |
| | POP | 2 ^e | Déplacements fréquents des populations à la recherche de nouveaux gisements de diamants |
| | INST | 3 ^e | Décision gouvernementale d'exploitation du diamant |
| Kinshasa | ECON | 1 ^e | Important développement du commerce mais chômage et pauvreté persistants |
| | POP | 2 ^e | Croissante |

| Province | Cause indirecte | Rang | Observation |
|-----------|------------------------------------|----------------|--|
| | | | vertigineuse de la population |
| | INST | 3 ^e | Déclin de plusieurs plantations |
| Maniema | POP | 1 ^e | Les 04 causes se situent au même niveau d'action, les uns induisant les autres |
| | ECON, INST, MINING1, INFRA1/INFRA2 | 2 ^e | |
| | | 3 ^e | |
| Nord Kivu | OTHER | 1 ^e | Présence d'importants espaces dévolus aux pâturages |
| | INST | 2 ^e | Zone d'intenses conflits armés |
| | WOOD2 | 3 ^e | Exploitation artisanale clandestine du bois par plusieurs catégories de personnes (élites, bandes armées, FARDC, déplacés, etc.) |
| Orientale | POP | 1 ^e | Croissance démographique |
| | INFRA1 | 2 ^e | Création des routes |
| | ECON | 3 ^e | Pauvreté, chômage |
| Sud Kivu | INST | 1 ^e | Conflits armés, spoliation |
| | INFRA1 | 2 ^e | Construction des routes et bâtiments |
| | POP | 3 ^e | Croissance démographique |

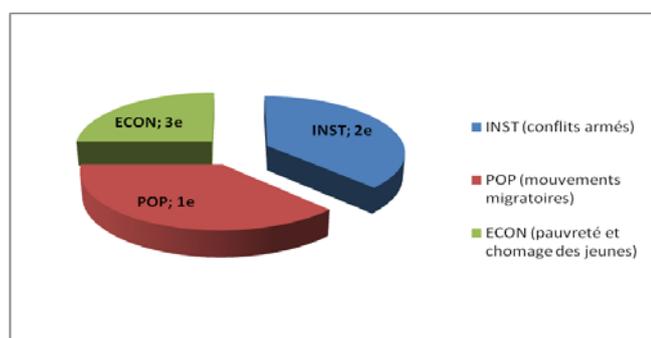


Figure 2. Principales causes indirectes de déforestation et/ou de dégradation forestière à l'échelle de la RDC.

3.5. L'action combinée de deux causes

D'après Geist & Lambin (2002) ; Lambin et al. (2003), la complexité des relations causales peut rendre difficile la distinction entre causes

directes et causes sous-jacentes de même qu'entre causes et effets. L'analyse comparative des différentes causes a relevé la combinaison synergique comme l'un des modes d'interaction entre les causes de la déforestation et/ou de la dégradation des terres forestières. De multiples facteurs interagissent à différentes échelles et voient leurs effets renforcés – ou atténués – par des mécanismes de rétroaction dans lesquels ils sont impliqués.

C'est également le lieu de noter qu'une cause peut prendre effet suite au déclenchement d'une autre. C'est le cas qui lie les mouvements des populations fuyant la guerre à l'Est de la RDC, pour se réfugier dans les espaces forestiers qui finissent à la longue par disparaître par la carbonisation. Une conséquence appelant l'autre, pour des besoins d'alimentation cette population finit par reconvertir les espaces forestiers en champs agricoles. La **figure 3** ci-après donne un aperçu des interrelations possibles dans le contexte de la déforestation et/ou dégradation des terres en RDC.

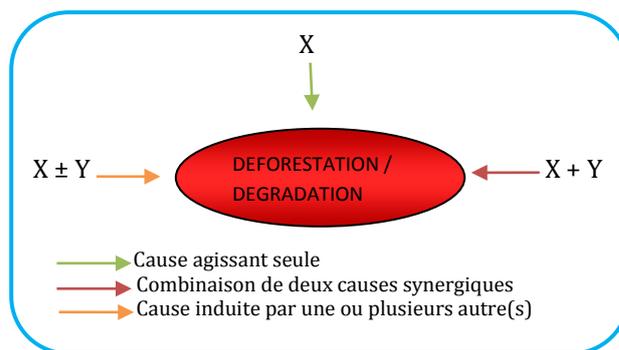


Figure 3. Interactions possibles entre causes de déforestation et/ou dégradation des terres forestières

D'un autre côté il a été remarqué notamment pour les causes indirectes, qu'une même cause pouvait être récurrente à différents niveaux de classification (1, 2 ou 3) ; démontrant ainsi de l'importance de cette cause sur la perception qu'ont les acteurs locaux.

Finalement nous concevons avec Scouvar M. & Lambin E., F., 2006, que plus la période temporelle d'analyse s'allonge, plus les «causes» de la déforestation et/ou de la dégradation forestière – de la croissance démographique à l'innovation technologique en passant par les politiques environnementales – deviennent

endogènes au système socio-écologique. En effet, à terme, ces causes subissent toutes des rétroactions qui résultent des changements dans les biens et services fournis par les écosystèmes forestiers suite à leur modification par l'activité humaine.

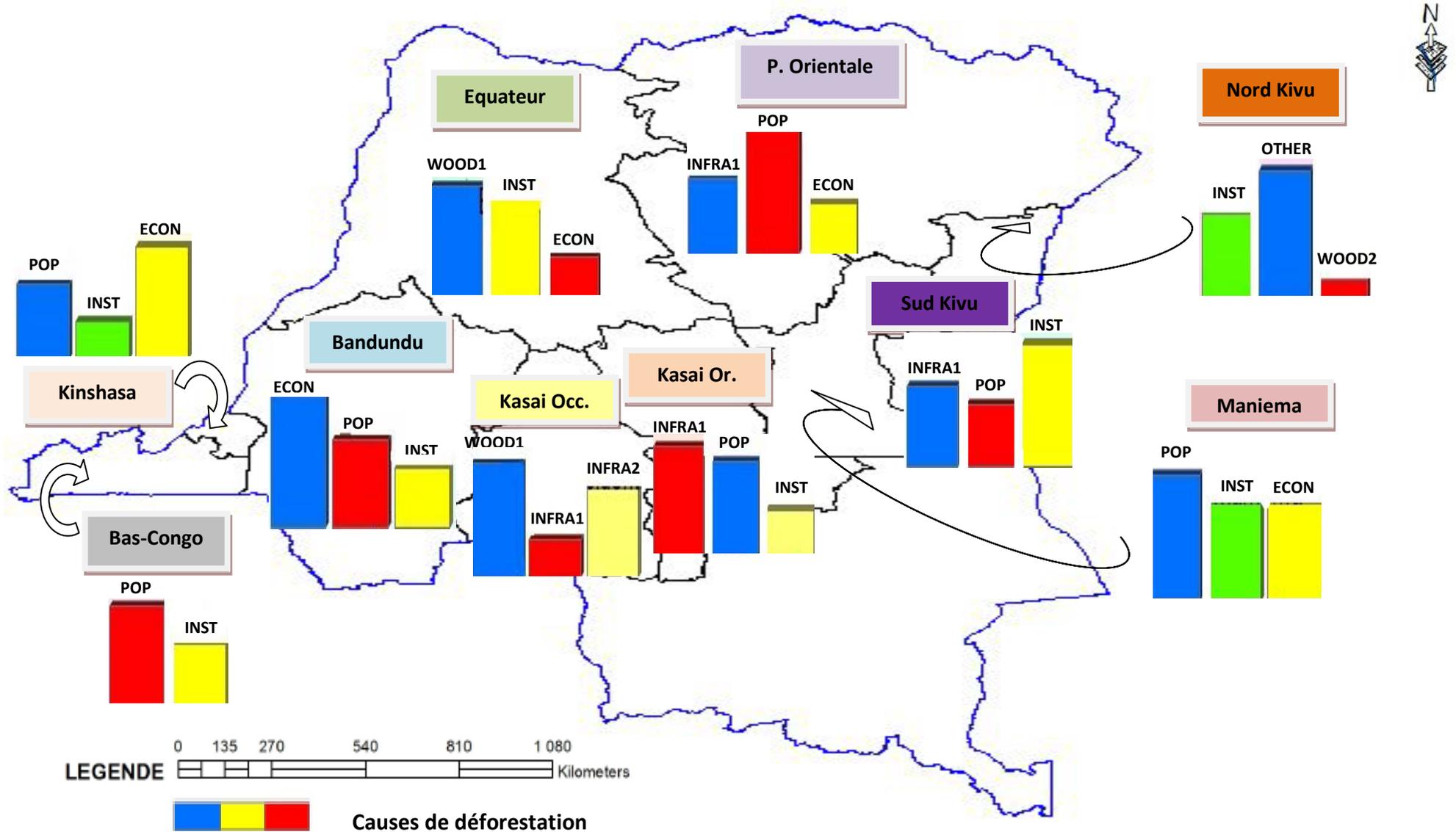


Photo 4. Effets dévastateurs du feu sur les forêts – Province de l'Equateur (en haut)

Photo 5. Réhabilitation de l'axe ville de Bukavu – PNKB (Province du Sud Kivu) (en bas)



Carte 3. Causes indirectes de la déforestation et /ou dégradation forestière en RDC



Source : Mahonghol, 2012.

3.6. Le cas particulier du district de l'Ituri

Le district de l'Ituri a pour chef lieu la ville de Bunia et compte cinq (5) territoires : Mambasa (plus grand en terme de superficie), Aru, Mahagi, Djugu (plus peuplé 40% du district) et Irumu. Il compte en 2010 une population estimée à \pm 7 832 000 habitants. Les activités caractéristiques du district se résument en : une forte exploitation artisanale du bois, une forte pression sur les ressources halieutiques du Lac Albert et sur les mines d'or ; un intense échange transfrontalier avec l'Ouganda principalement pour les produits manufacturés, le bois et produits vivriers.

On y observe également des conflits fonciers relatifs à l'utilisation des terres et des poches d'insécurité localisées à l'Ouest (axe Komanda-Marabo) et Sud (territoire d'Irumu).

Le territoire de Mambasa pose particulièrement la problématique d'une exploitation artisanale sauvage de bois, sans réel contrôle de l'autorité administrative et forestière. WCS (Makana, 2005) évalue à environ 70 le nombre d'exploitants artisanaux présents dans ce territoire, couvrant environ 14, 055 ha de forêts et dont 03 seulement détiennent des titres légaux. Le bois informel voire illégal qui circule dans cette zone prend généralement la direction de l'Ouganda ou du Kenya où il change automatiquement de label.



Photo 6. Transport du bois à têtes d'hommes du lieu d'abattage et transformation vers le parc de chargement - Territoire de Mambasa



Photo 7. Chargement du bois dans le camion de transport - Territoire de Mambasa

4. Limites de l'étude

Le contexte dans lequel cette étude s'est réalisée est marqué par la période post conflit que la RDC traverse et où on note une reprise des activités et un intérêt des bailleurs de fonds à accompagner le pays dans la stabilité et la restructuration. La collecte des données a dû faire face à différents aléas dont les plus importants sont : i) ceux relatifs aux difficultés de mouvement entre la base Kinshasa et les différents sites de reconnaissance (les vols aériens qui desservent ces zones n'étant pas réguliers) ; ii) ceux relatifs à la libre circulation notamment dans les zones de conflits (Ituri) ou les zones à niveau de sécurité élevé avec des couvre-feux à observer (Goma, Bukavu). Le déploiement des équipes pluridisciplinaires en a pris un coup et s'est limité aux zones les plus accessibles possibles.

5. Conclusion et recommandations

5.1. Conclusion

La RDC faisant partir du deuxième massif forestier au monde, le rôle que jouent ses forêts

tant au niveau local, national, régional ou international n'est plus à démontrer et semble vital. La compréhension qui doit accompagner l'explication de la déforestation et/ou de la dégradation des terres forestières dans ce pays, devra faire appel à une approche globale qui fait le tour des questions environnementales, sociales et économiques tout en considérant fortement les différentes interactions à quelque niveau que ce soit. Seule une combinaison de méthodes pourrait véritablement et unanimement mettre tous les acteurs d'accord quant aux véritables moteurs de déforestation et/ou de dégradation dans le pays. Aussi la présente étude technique qui a fait le tour du territoire national pour comprendre de façon profonde les causes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière se veut un vecteur d'information pour une meilleure prise de décision. C'est l'occasion de noter que les résultats de l'étude ne viennent en aucun cas indexer à un domaine ou un autre de la vie nationale, mais met en relief des points d'attention qui nécessiteraient qu'on s'y attarde si une stratégie nationale REDD+ efficace doit être définie.

Les recommandations proposées dans le cadre de cette étude vont à l'endroit du Gouvernement de la RDC et de tous ses partenaires au développement, soucieux du réel potentiel du secteur forestier à contribuer de façon significative à l'économie nationale. L'expérience en RDC depuis 2002 indique que l'aboutissement des réformes requiert la vigilance et l'engagement continu de plusieurs autorités, y compris les ministères non-sectoriels, la Présidence de la République et les deux cours du Parlement (l'Assemblée Nationale et le Sénat).

5.2. Recommandations globales

R5.2.1. Renforcer la mise en œuvre de la vision multifonctionnelle des forêts.

Le gros challenge en RDC reste la planification de son territoire forestier et le zonage qui s'en suit. La réalisation effective de ce découpage du territoire national selon les vocations prioritaires de chaque zone, garantirait une meilleure gestion des affaires forestières et un contrôle efficace qui font plus ou moins défaut aujourd'hui. Cette planification du territoire national aura l'avantage de minimiser les conflits d'intérêt observés entre secteurs (Forêts vs Agriculture ou Forêts vs Mines, etc.), de même qu'il clarifierait l'occupation du domaine foncier. Nous osons croire que la RDC est dans la bonne voie avec l'appui substantiel observé du Département Américain des Forêts (USFS).

R5.2.2. Poursuivre et achever les mesures correctives et préventives du secteur forestier.

Le moratoire étant maintenu et la revue des titres achevée, il est important d'aller de l'avant en créant le cadre adéquat de mise en œuvre à travers un système d'adjudication des concessions forestières fonctionnel, une finalisation effective des textes d'application et un programme national sectoriel de référence. Toutes ces mesures devant concourir à la production du document de politique forestière de la RDC initié par la FAO depuis 2009. Opérant comme tableau de bord du secteur forestier national, ce document devra également prendre en compte le mécanisme mondial REDD+ dans lequel le pays est engagé et la vision stratégique en cours d'élaboration.

R5.2.3. Reconstruire les institutions et renforcer le leadership national.

Une bonne gouvernance environnementale passe par une rigoureuse revue institutionnelle, aujourd'hui en bonne voie en RDC. Celle-ci doit tenir compte de l'évolution technologique et de l'arrimage aux thématiques nouvelles (REDD+) pour un renforcement efficient des capacités. Sans toutefois oublier l'amélioration du cadre incitatif (salaires, formations, budgets, matériels

roulant), garant des meilleures performances sur le terrain pour freiner l'exploitation illégale et appliquer les pénalités, aux fraudes enregistrées.

5.3. Recommandations spécifiques

R5.3.1. Intégrer les résultats de l'étude dans le processus de détermination des causes de déforestation et/ou de dégradation forestière en RDC, en cours avec l'ONU-REDD et le MECNT, sous la supervision de la FAO

Partie prenante de l'ONU-REDD, le PNUE en conduisant cette étude espère que les résultats obtenus fassent partie intégrante des études en amont à considérer par la FAO dans le cadre de la quantification de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC. De même qu'ils doivent faire partir, de la synthèse de ces différentes études pour le compte de la RDC ; étude commandée par le MECNT et confiée à la FAO.

R5.3.2. Obtenir le consensus autour des causes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC

Le chemin vers le développement d'une stratégie nationale REDD en RDC passe par la réelle connaissance des causes profondes de déforestation et/ou de dégradation forestière, mais aussi et surtout à la reconnaissance de celles-ci par les différentes parties prenantes de la vie nationale du pays. Aussi il faut, que le Gouvernement à travers le MECNT et son service technique qu'est la Coordination Nationale REDD, puisse organiser les réunions consultatives de haut niveau pour obtenir le consensus autour de cette question centrale.

Références bibliographiques

de Wasseige C., Devers D., de Marcken P., Eba'a Atyi., Nasi R. et Mayaux Ph., 2009. *Les Forêts du Bassin du Congo 2008*. Office des publications de l'Union Européenne.

Djiré A., 2003. *Le secteur informel du bois d'œuvre. Rapport d'appui à la revue du secteur forestier en RDC*. Rapport technique, CIRAD.

PFBC, 2006. *Les forêts du Bassin du Congo : Etat des forêts 2006*. COMIFAC 256pp.

Vande Weghe J.P., Franssen J., Kalambay G., Krankimel J.D., Musibono D., 2005. *Etude "Profil Environnemental (PEP)" de la République Démocratique du Congo*. Rapport provisoire

Geist H. J., Lambin E. F., 2001. *What Drives Tropical Deforestation? A meta-analysis of proximate and underlying causes of deforestation based on subnational case study evidence*. – (LUCC Report Series; 4). Louvain – la – Neuve.

Scouvart M. & Lambin E., F., 2006. *Approche systémique des causes de la déforestation en Amazonie brésilienne : syndromes, synergies et rétroactions*. Louvain – la – Neuve, Belgique. p. 241 – 254.

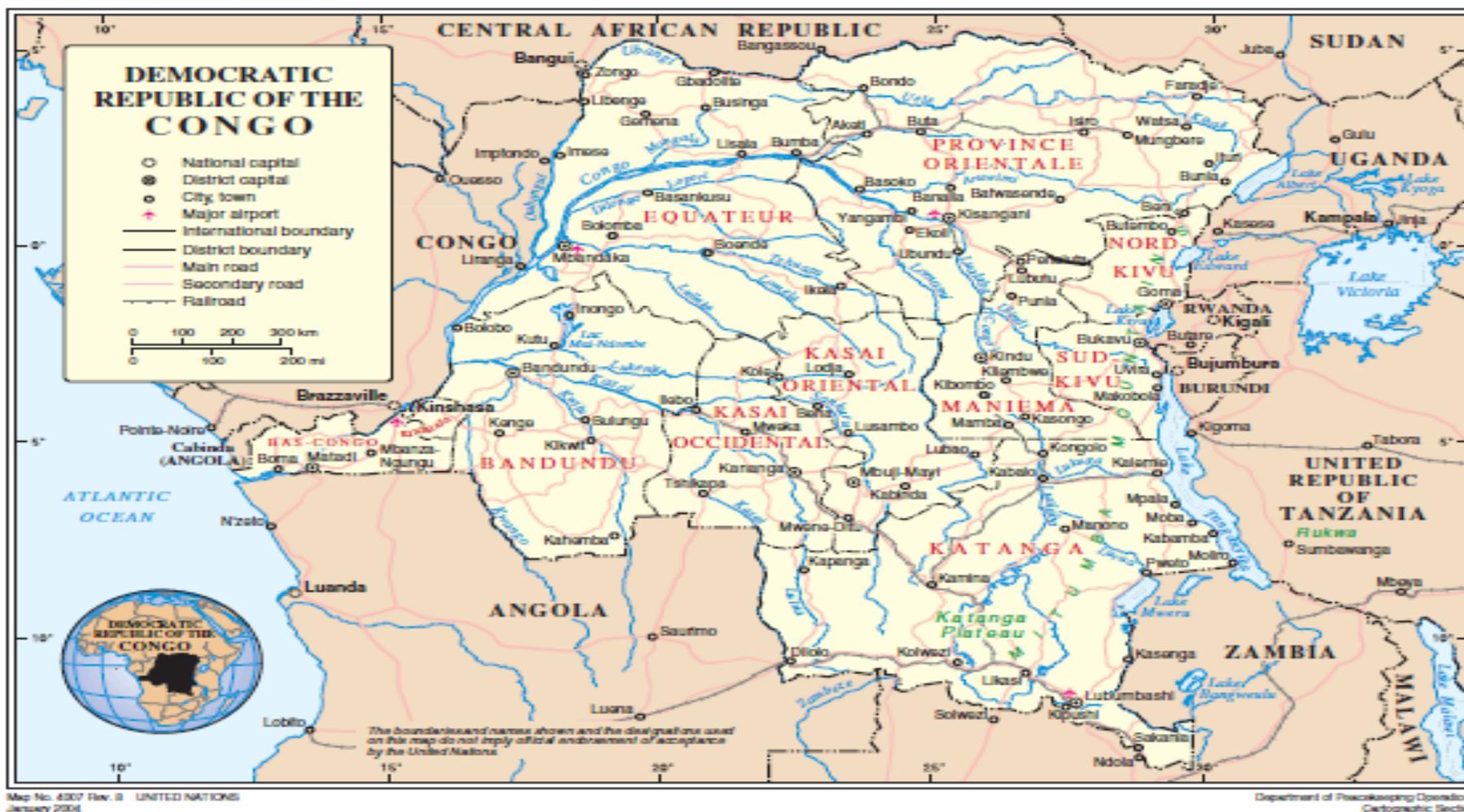
Geist, H.J. and Lambin, E.F. 2002. *Proximate causes and underlying driving forces of tropical deforestation*. BioScience 52 (2): 143-149.

Geist H.J., Lambin E.F. 2003. *Regional differences in tropical deforestation*. Environment, 45 (6), p. 22-36.

Makana, J., R., 2005. *Evaluation of small-scale logging in the Ituri-Aru Landscape in northeastern Democratic Republic of Congo*. WCS DRC.

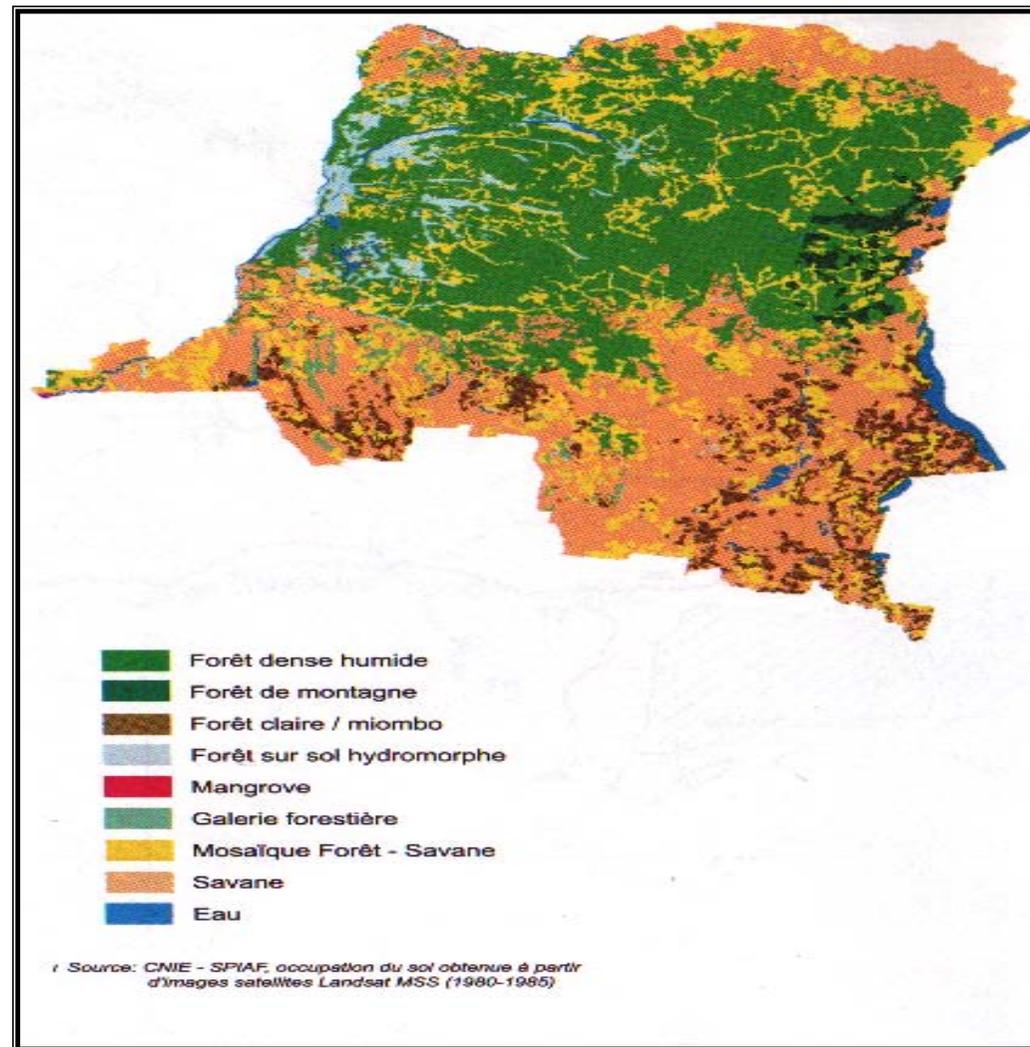
ANNEXE 1 : Les différentes cartes consultées

1a. Carte administrative de la RDC



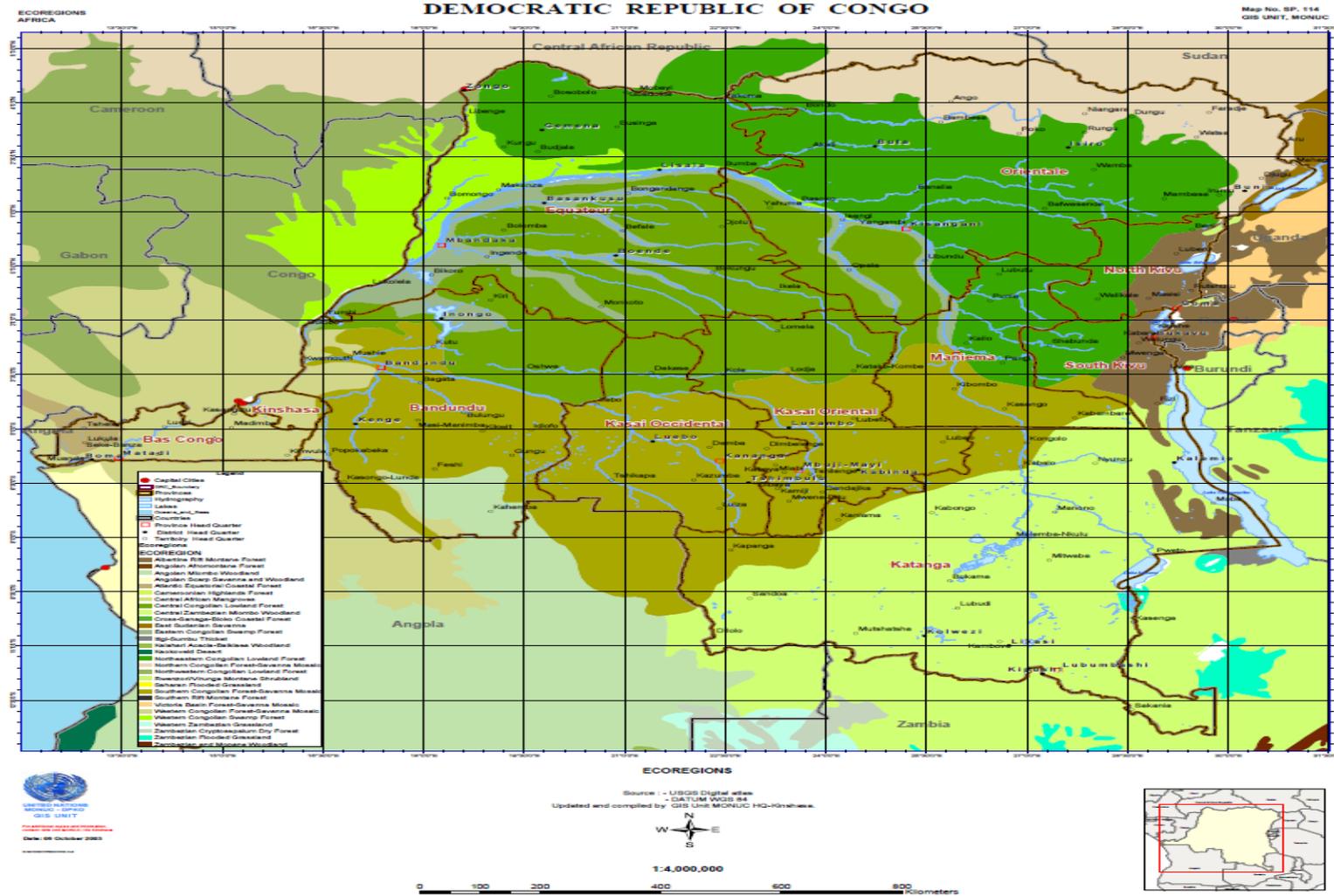
Source : UN, 2004.

1b. Carte forestière de la RDC



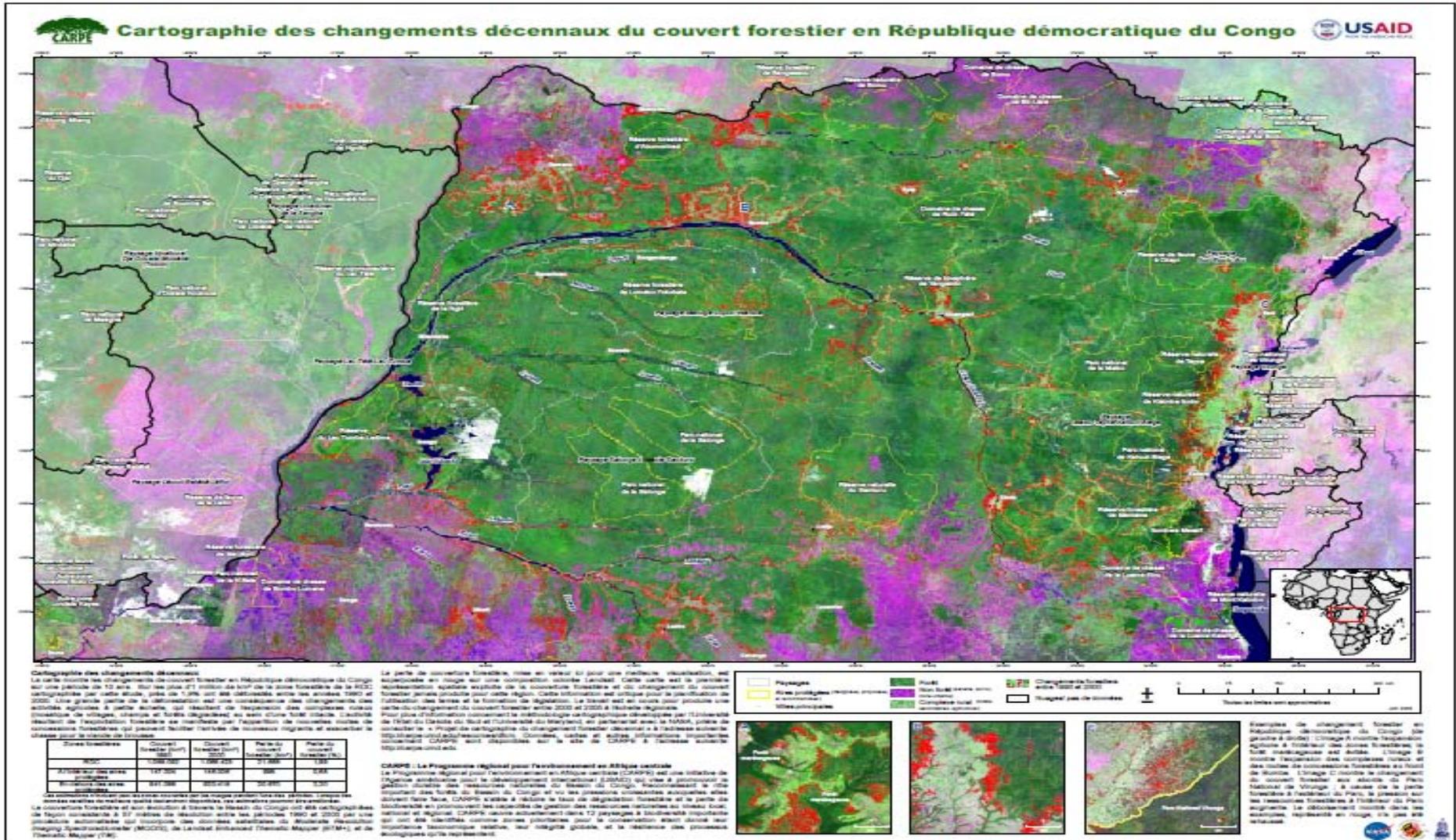
Source : CNIE-SPIAF, 2000.

1c. Carte climatique de la RDC

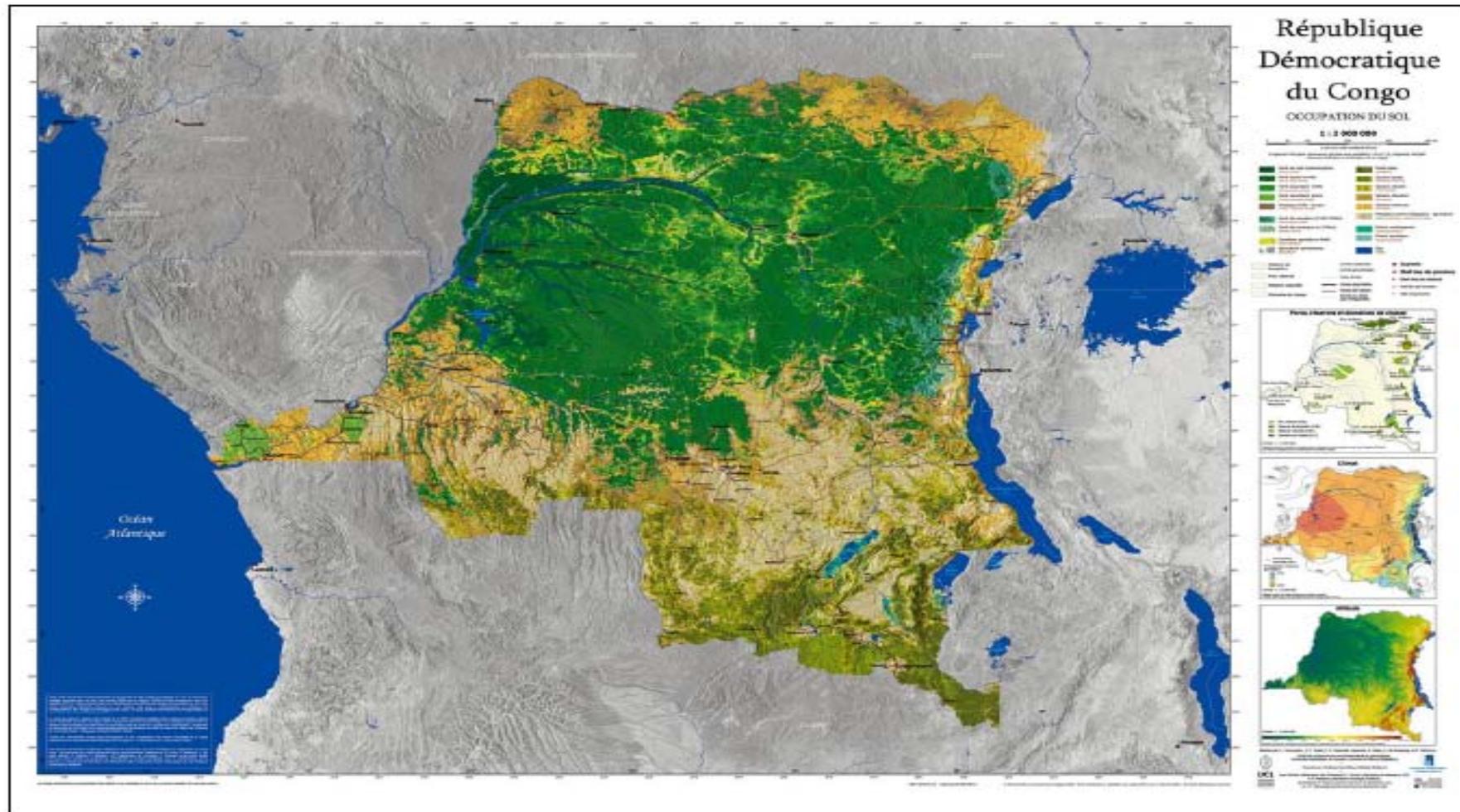


Source : UN/MONUC, 2003.

1e. Carte des changements décennaux du couvert forestier en RDC



1f. Carte de l'occupation du sol de la RDC



Source : UCL, 2000.

ANNEXE 2 : Fiche d'enquête terrain

| RD CONGO – REDD ETUDE DES FACTEURS DE DEFORESTATION ENQUETE DE RECONNAISSANCE TERRAIN – PROVINCE | | |
|---|-----------------------------|----------------|
| Site : | District : | Province : |
| Date : | Coordonnées géographiques : | |
| Organisation(s) : UNEP | Auteur(s) : | |
| COLLECTE DES DONNEES | | |
| <i>Travail effectué (résumé) :</i> | | |
| <i>Autres activités</i> | | |
| Photos : | Prise vidéo : | Interview(s) : |
| DESCRIPTION DE LA ZONE ET HISTORIQUE | | |
| <i>Résumé :</i> | | |
| <i>Occupation et utilisation du sol :</i> | | |
| <i>Historique et profil du développement :</i> | | |
| <i>Accès :</i> | | |
| DEFORESTATION | | |
| <i>Evidence :</i> | | |
| <i>Facteurs :</i> | | |
| <i>Historique :</i> | | |
| <i>Anecdotal trends :</i> | | |
| <i>Taux de déforestation :</i> | | |
| CLASSIFICATION GL | | |
| <i>Top 3 des causes directes – par ordre d'importance</i> | | |
| 1. | | |
| 2. | | |
| 3. | | |
| <i>Notes :</i> | | |
| <i>Top 3 des causes sous-jacentes (indirectes)</i> | | |
| 1. | | |
| 2. | | |
| 3. | | |
| <i>Notes :</i> | | |
| <small>PCEA_Forest Technical Report_DM_rev3</small> | | |

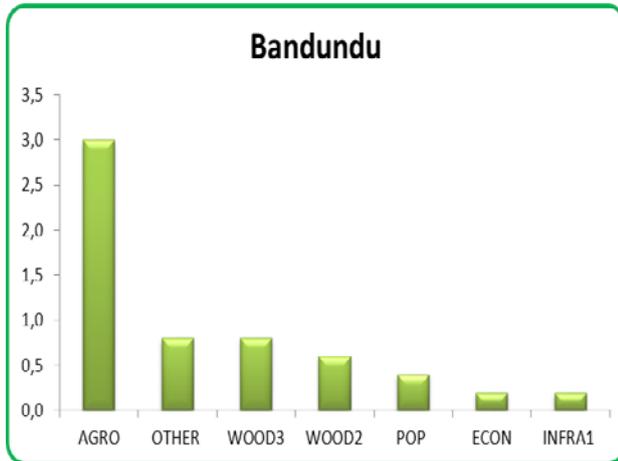
ANNEXE 3 : Classification des causes de déforestation et/ou de dégradation par province

| Province | Site | Coordonnées | | altitude (m) | Cause directe | Cause sous-jacente | Rang |
|------------|----------------|----------------|----------------|--------------|---------------|--------------------|------|
| Bandundu | Imbongo | 04°54'03.47" S | 19°02'02.96" E | 649 | AGRO | ECON | 1 |
| | | | | | OTHER | POP | 2 |
| | | | | | ECON | POP | 3 |
| | Kenge | 04°48'25.38" S | 17°02'30.56" E | 425 | AGRO | INFRA1 | 1 |
| | | | | | POP | POP | 2 |
| | | | | | WOOD2 | INST | 3 |
| | Kinsambi | 04°58'00.11" S | 18°46'00.00" E | 433 | AGRO | ECON | 1 |
| | | | | | WOOD3 | POP | 2 |
| | | | | | INFRA | INST | 3 |
| | Kiyaka | 05°19'53.37" S | 18°58'58.89" E | 514 | AGRO | / | 1 |
| | | | | | WOOD3 | / | 2 |
| | | | | | OTHER | / | 3 |
| | Lusanga | 05°01'00.00" S | 18°49'00.00" E | 346 | AGRO | ECON | 1 |
| | | | | | WOOD2 | INST | 2 |
| | | | | | OTHER | ECON | 3 |
| Bas-Congo | Luki | 05°38'55.58" S | 13°03'58.89" E | 202 | AGRO | POP | 1 |
| | | | | | WOOD3 | INST | 2 |
| | | | | | WOOD2 | INST | 3 |
| | Tshela | 05°00'25.76" S | 12°57'37.30" E | 177 | AGRO | POP | 1 |
| | | | | | WOOD1 | INST | 2 |
| | | | | | WOOD3 | INST | 3 |
| Equateur | Bumba-Siforco | 02°06'55.30" N | 22°38'25.00" E | 360 | AGRO | WOOD1 | 1 |
| | | | | | POP | POP/ECON | 2 |
| | | | | | WOOD3 | INST | 3 |
| | Gwaka | 02°27'59.14" N | 20°06'00.20" E | 386 | AGRO | POP/ECON | 1 |
| | | | | | WOOD/WOOD3 | WOOD1 | 2 |
| | | | | | ECON | INST | 3 |
| | Libenge | 03°39'00.56" N | 18°37'59.72" N | 379 | WOOD3 | WOOD1 | 1 |
| | | | | | AGRO | INST | 2 |
| | | | | | OTHER | INST | 3 |
| | Kalamba | 00°25'46.93" S | 18°16'13.28" E | 324 | AGRO | POP | 1 |
| | | | | | WOOD1 | INST | 2 |
| | | | | | INFRA1 | AGRO/TECH | 3 |
| Lisala | 02°09'24.34" N | 21°30'55.30" E | 426 | AGRO | ECON | 1 | |
| | | | | WOOD1/WOOD2 | INFRA1 | 2 | |
| | | | | ECON | INST | 3 | |
| Kasai Occ. | Benakayembe | 06°06'29.10" S | 22°26'16.20" E | 625 | MINING/WOOD2 | WOOD1 | 1 |
| | | | | | AGRO | INFRA1 | 2 |
| | | | | | WOOD3 | INFRA2 | 3 |
| | Kalembe | 05°43'12.20" S | 22°31'18.50" E | 618 | AGRO | WOOD1 | 1 |
| | | | | | WOOD2 | INFRA2 | 2 |
| | | | | | MINING2 | INFRA1 | 3 |
| | Kasasu | 03°42'36.70" S | 16°47'57.60" E | 652 | WOOD2 | WOOD1 | 1 |
| | | | | | AGRO | INFRA2 | 2 |
| | | | | | WOOD3 | MINING2 | 3 |
| | Konko | 06°06'29.10" S | 22°26'16.20" E | 611 | AGRO | MINING1 | 1 |
| | | | | | WOOD3 | INFRA1 | 2 |
| | | | | | OTHER | INST | 3 |

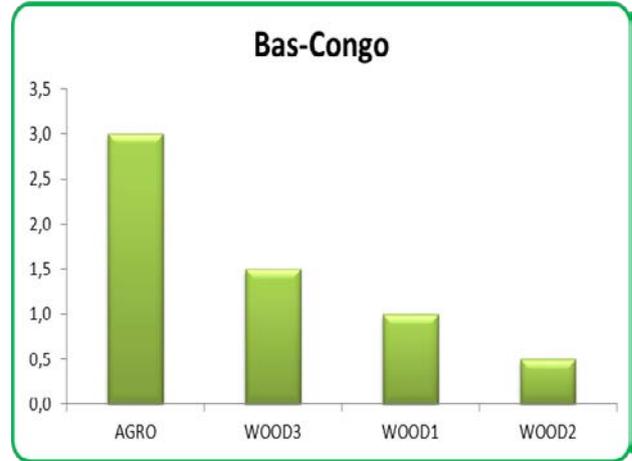
| | | | | | | | |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|------|------------------------------|------------------------------|-------------|
| Kasai Or. | Lukelenge | 05°37'09.40" S | 22°15'17.30" E | 562 | MINING2 AGRO WOOD3 | INFRA1 POP / | 1 2 3 |
| | Mabaya | 06°09'44.20" S | 23°35'44.10" E | 717 | WOOD3 AGRO MINING2 | WOOD1/WOOD2 POP INFRA1 | 1 2 3 |
| | Mbuji Mayi | 06°07'24.43" S | 23°38'44.33" E | 633 | MINING2 AGRO WOOD3 | INFRA1 POP / | 1 2 3 |
| | Polygone MIBA | 06°05'48.20" S | 23°40'03.20" E | 608 | MINING1 MINING2 INFRA1 | INST ECON OTHER | 1 2 3 |
| Katanga | N/A | | | | | | 1 2 3 |
| Kinshasa | Mutiene | 04°16'37.90" S | 16°00'48.45" E | 647 | WOOD3 | ECON | 1 |
| | | | | | AGRO | POP | 2 |
| | | | | | OTHER | INST | 3 |
| Maniema | Bilundu | 01°13'19.12" S | 29°02'49.90" E | 534 | AGRO | INFRA1/INFRA2 | 1 |
| | | | | | MINING2 | INST | 2 |
| | | | | | WOOD3 | POP | 3 |
| | Kataleka | 02°44'41.45" S | 26°14'56.38" E | 531 | MINING2 | MINING1 | 1 |
| | | | | | AGRO | INFRA1 | 2 |
| | | | | | WOOD3 | POP | 3 |
| Nord Kivu | Burungu | 01°36'47.50" S | 29°08'17.90" E | 1723 | WOOD3 | OTHER | 1 |
| | | | | | POP | INST | 2 |
| | | | | | AGRO | OTHER | 3 |
| | Ferme Osso | 01°13'19.70" S | 29°02'49.90" E | 1728 | AGRO | OTHER | 1 |
| | | | | | POP | INST | 2 |
| | | | | | WOOD3 | WOOD2 | 3 |
| P. Orientale | Likoko/Banalia | 01°33'10.60" S | 25°19'19.00" E | 429 | AGRO | POP | 1 |
| | | | | | WOOD3 | ECON | 2 |
| | | | | | MINING2 | WOOD2 | 3 |
| | Ubundu | 01°18'04.12" S | 25°11'39.83" E | 458 | AGRO | INFRA1 | 1 |
| | | | | | WOOD2 | POP | 2 |
| | | | | | WOOD3 | OTHER | 3 |
| Sud Kivu | Kabare | 02°29'22.00" S | 28°53'03.60" E | 1525 | AGRO | OTHER | 1 |
| | | | | | POP | INST | 2 |
| | | | | | WOOD3 | INFRA1 | 3 |
| | Mbayo | 02°16'31.10" S | 28°46'25.20" E | 2089 | AGRO/TECH | INFRA1 | 1 |
| | | | | | AGRO | INST | 2 |
| | | | | | POP | INFRA1 | 3 |
| | PNKB | 02°24'24.24" S | 28°46'01.26" E | 2008 | AGRO | POP | 1 |
| | | | | | WOOD2 | INST | 2 |
| | | | | | INFRA1 | AGRO/TECH | 3 |

ANNEXE 4. Evolution des principales causes directes par province

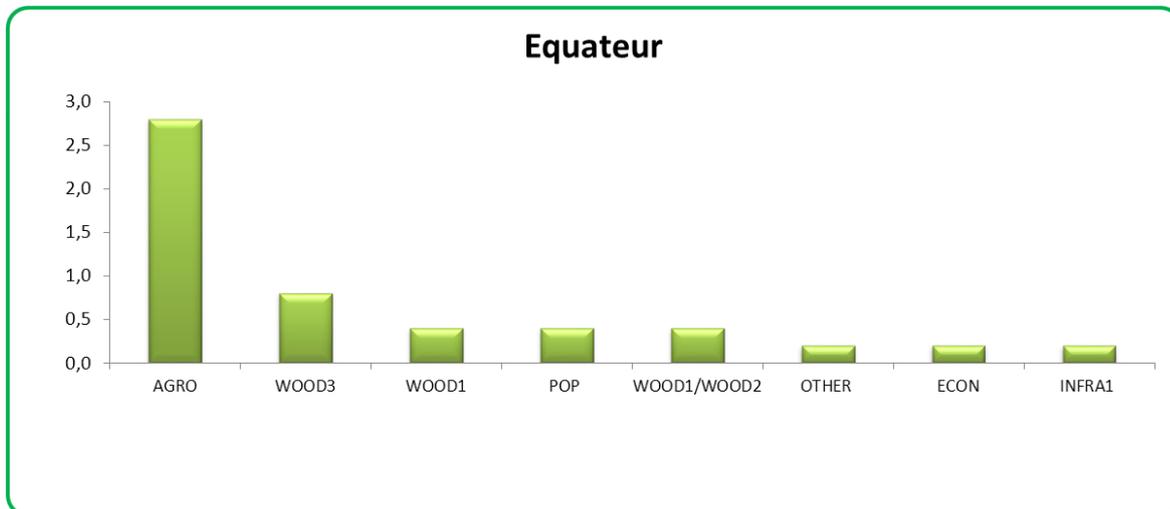
4a. Province de Bandundu



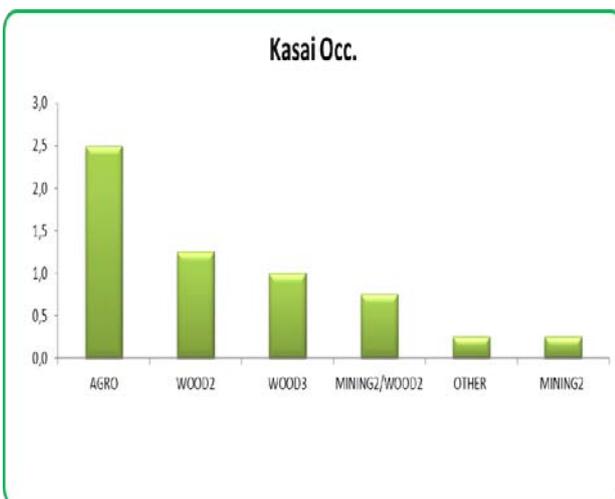
4b. Province du Bas-Congo



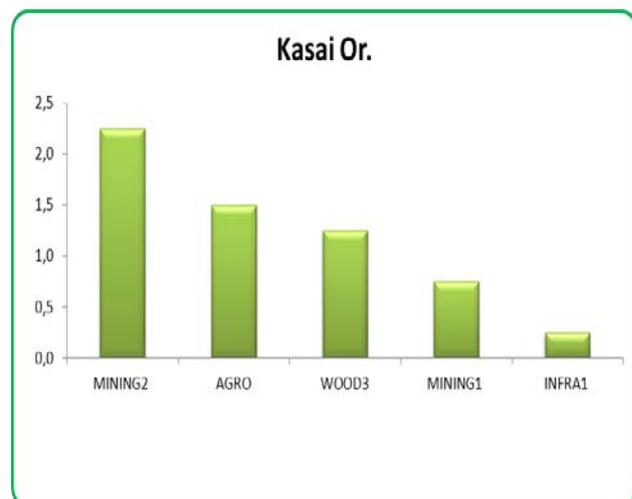
4c. Province de l'Equateur



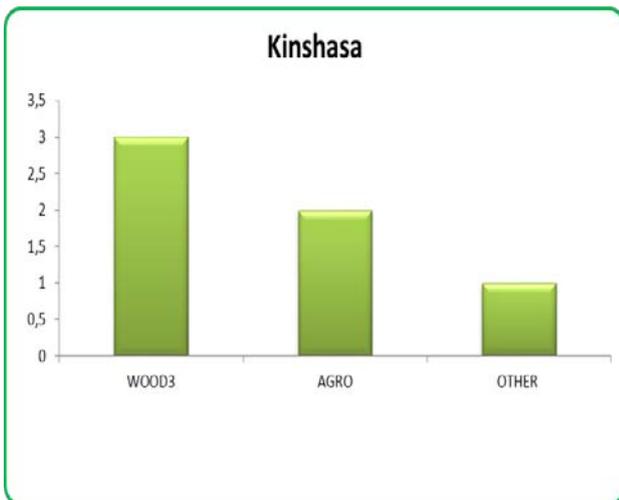
4d. Province de Kasai Occidental



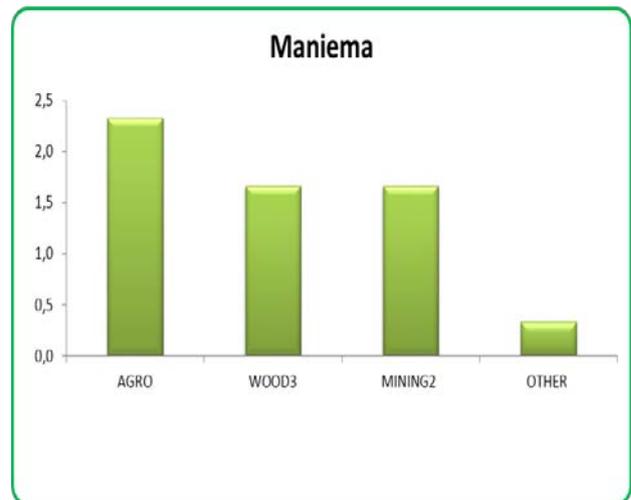
4e. Province de Kasai Oriental



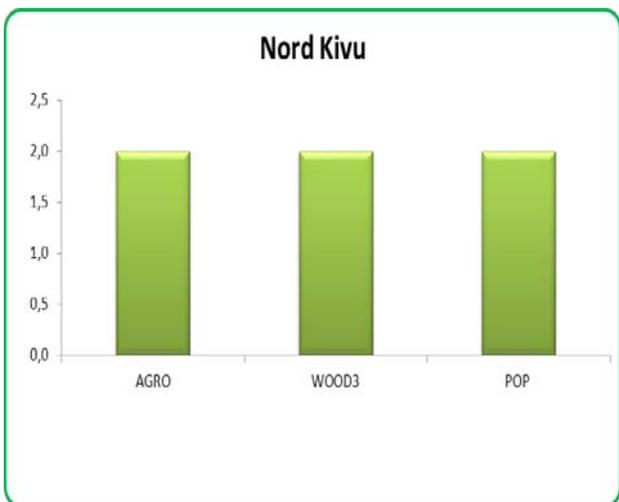
4f. Province de Kinshasa



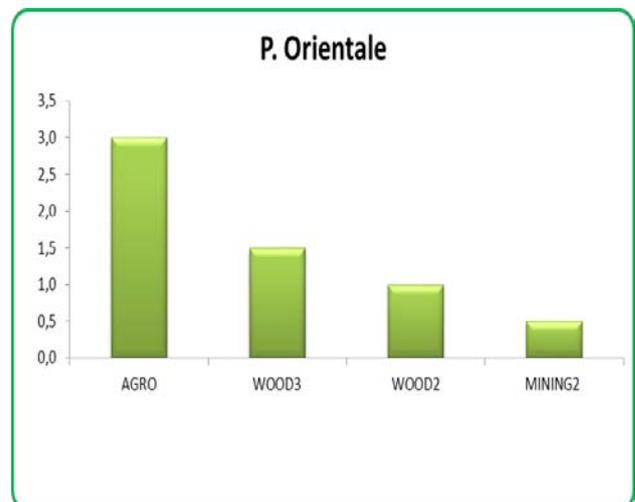
4g. Province du Maniema



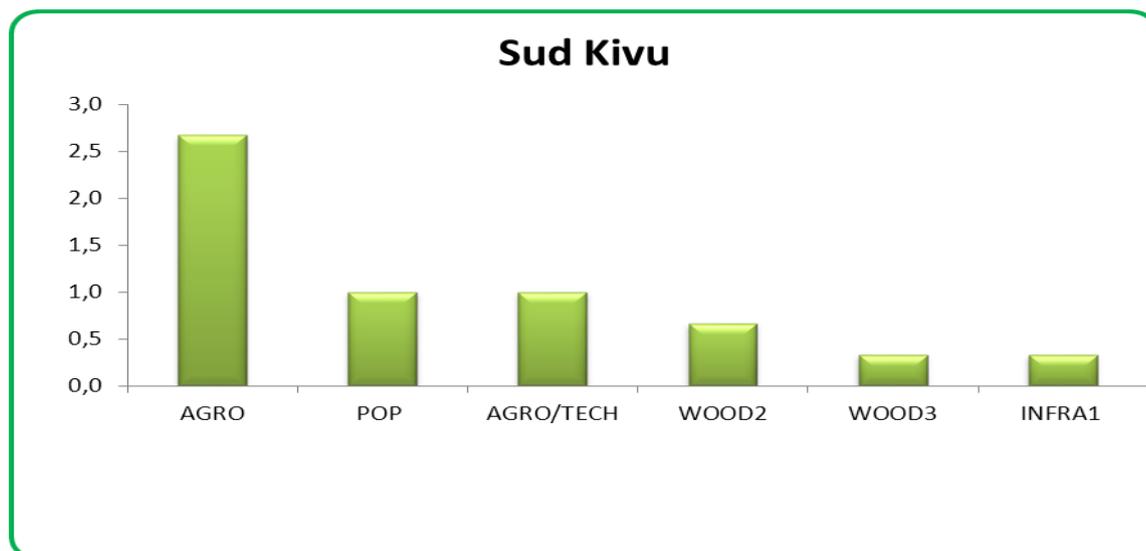
4h. Province du Nord Kivu



4i. Province Orientale

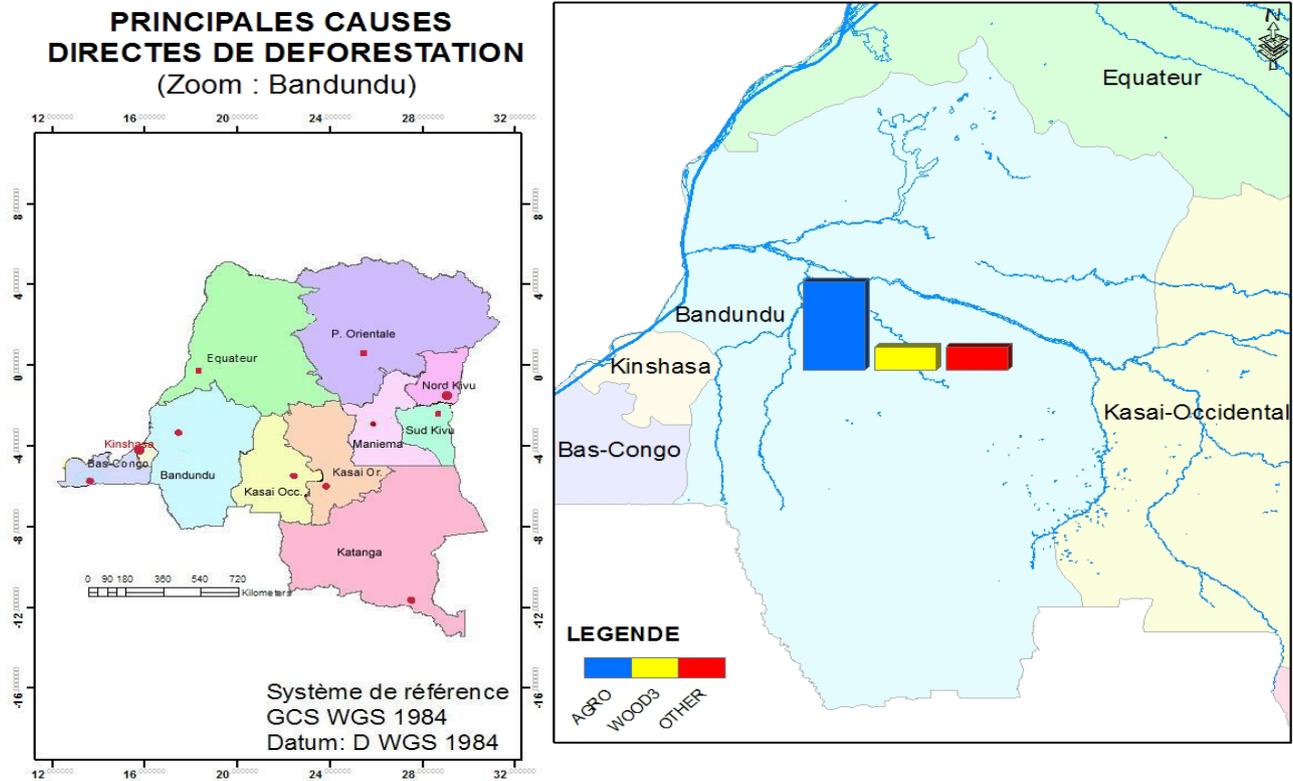


4j. Province du Sud Kivu

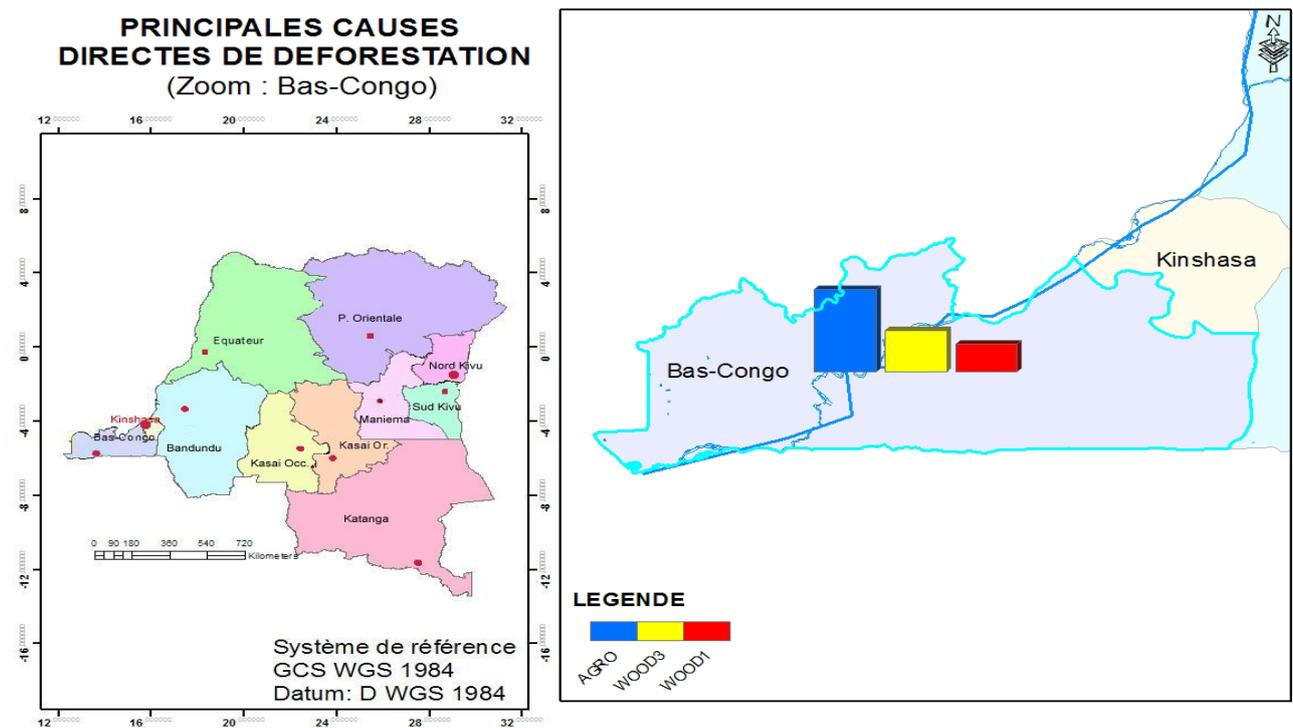


ANNEXE 5. Cartographie des causes directes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC.

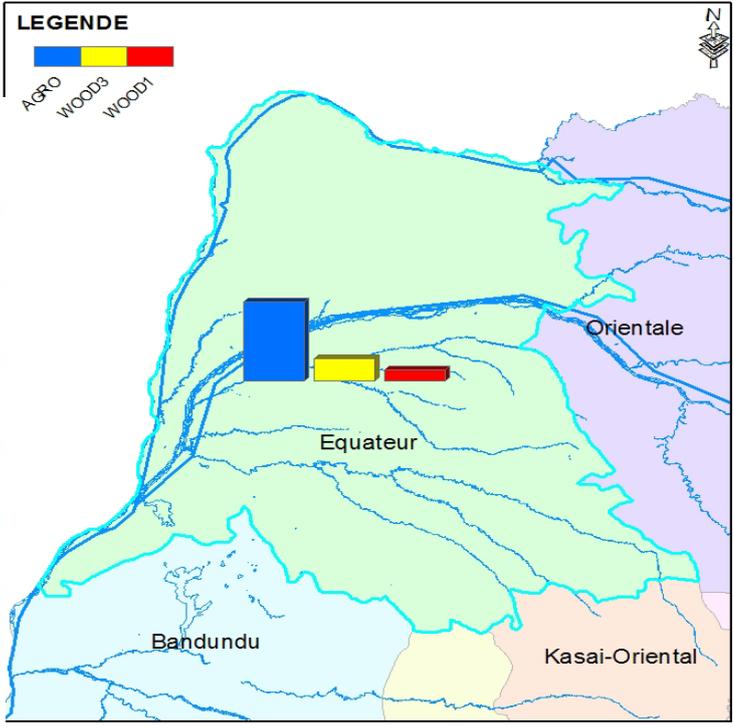
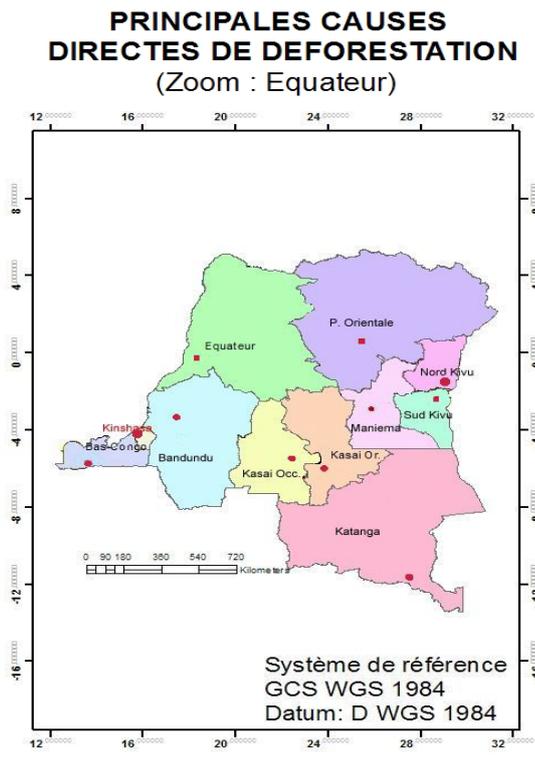
5a. Province de Bandundu



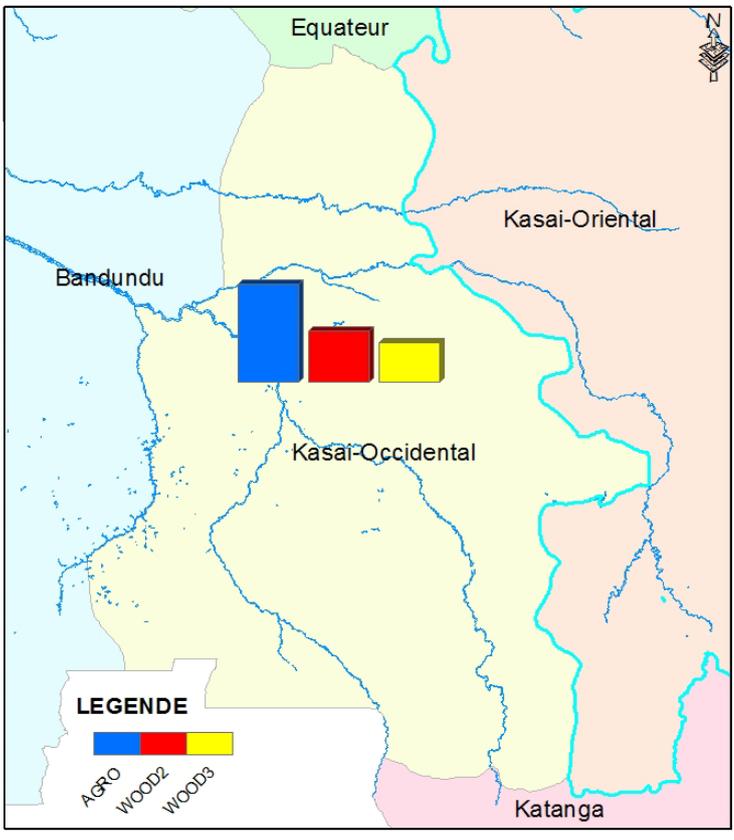
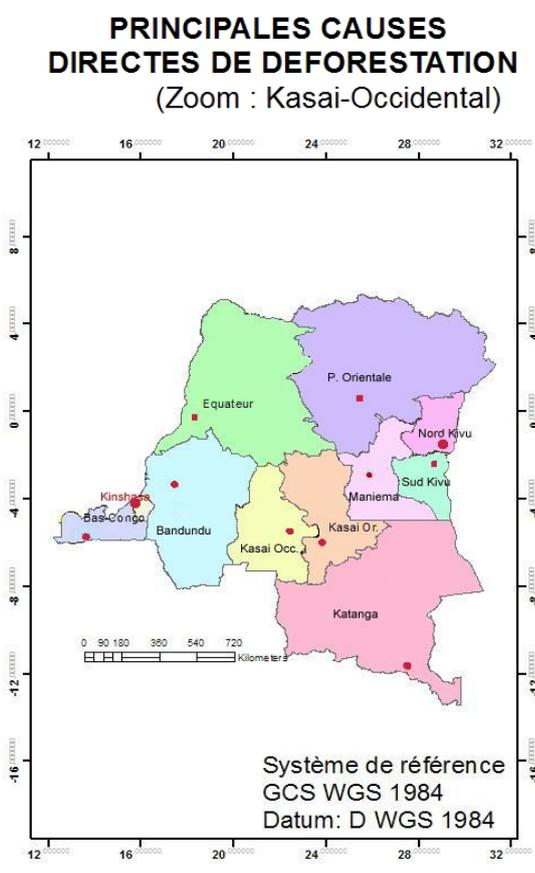
5b. Province du Bas-Congo



5c. Province de l'Equateur

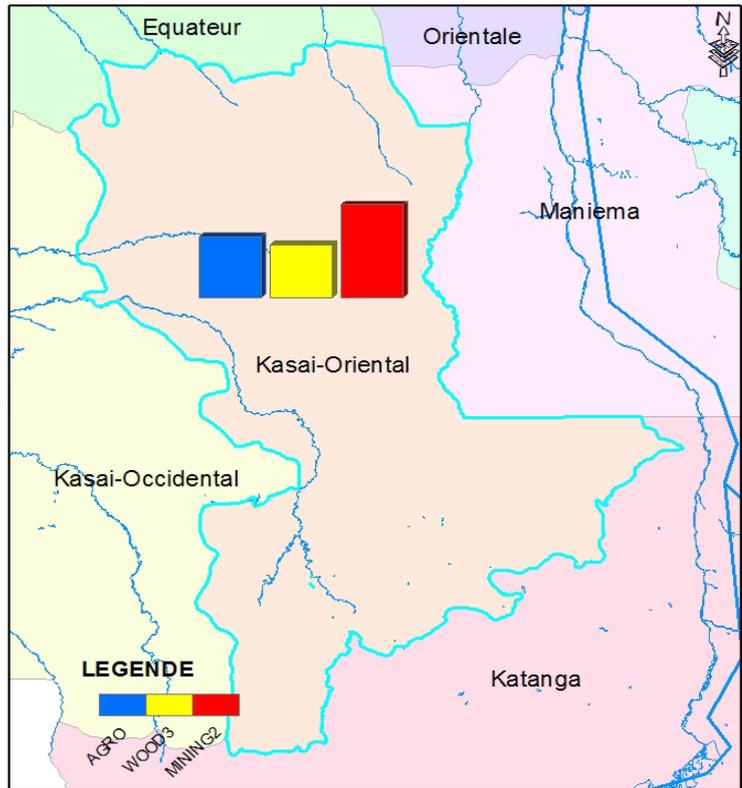
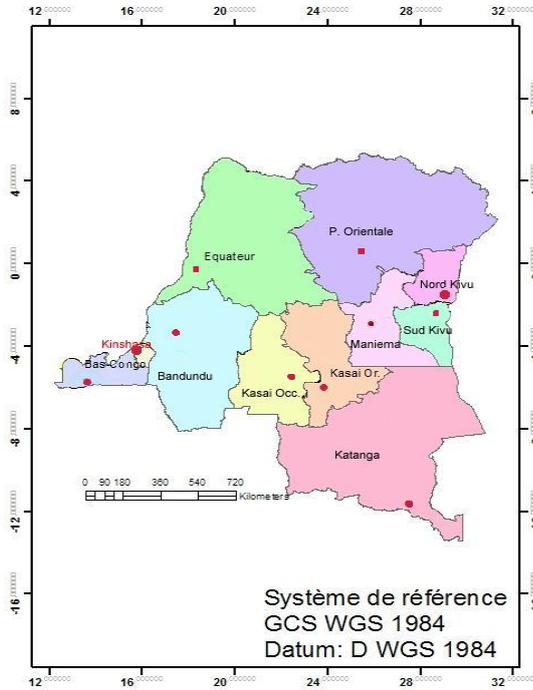


5d. Province du Kasai Occidental



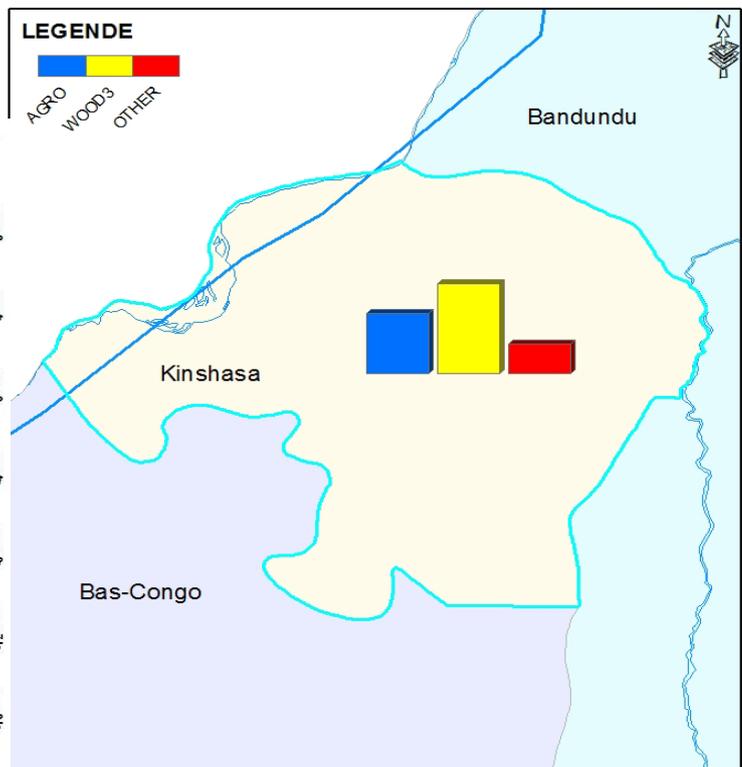
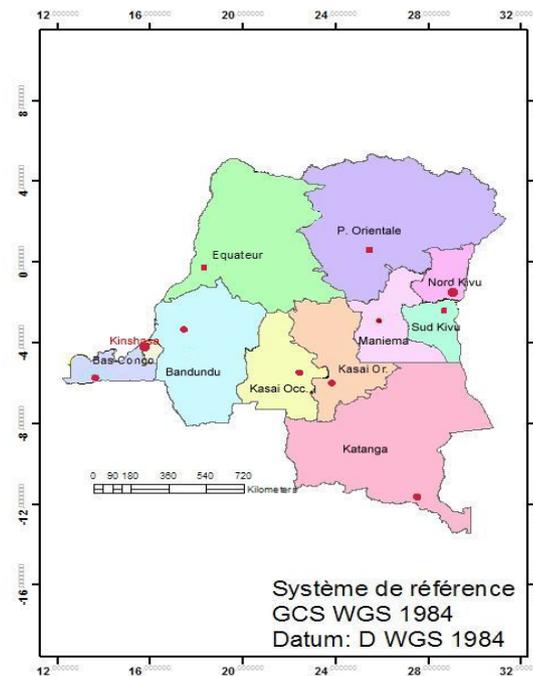
5e. Province du Kasai Oriental

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Kasai-Oriental)



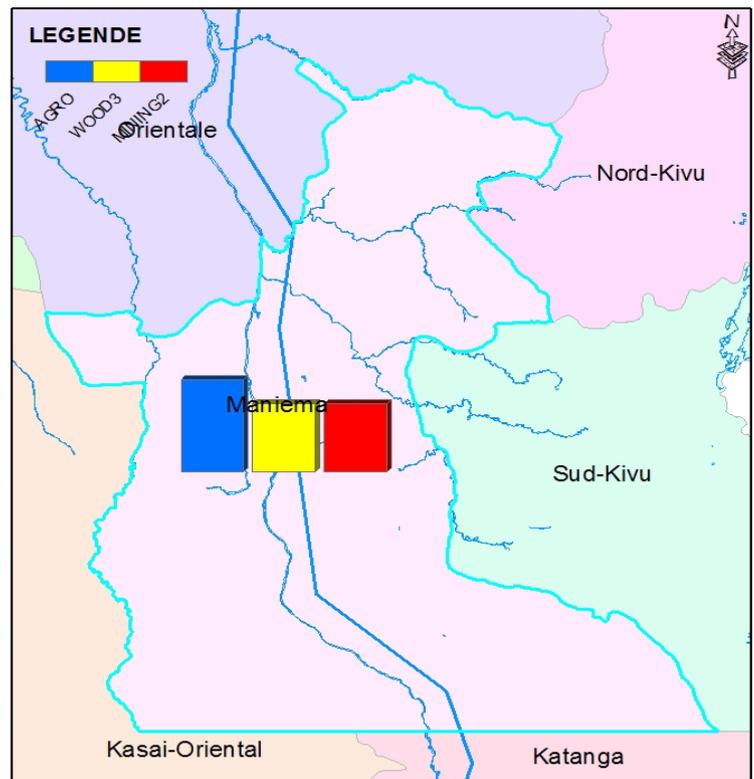
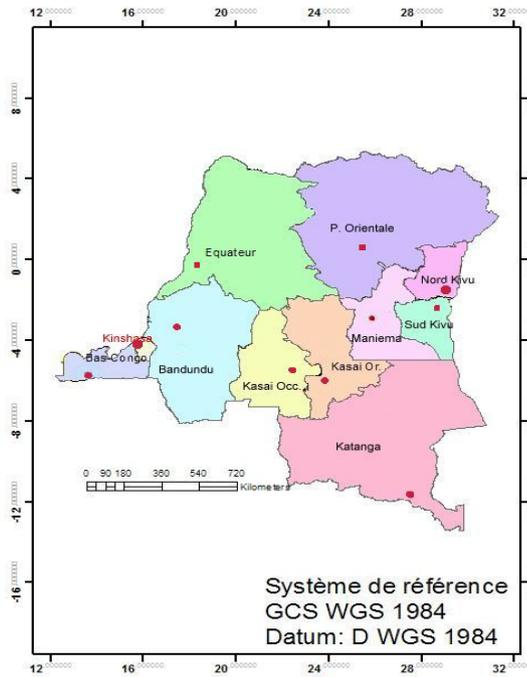
5f. Province de Kinshasa

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Kinshasa)



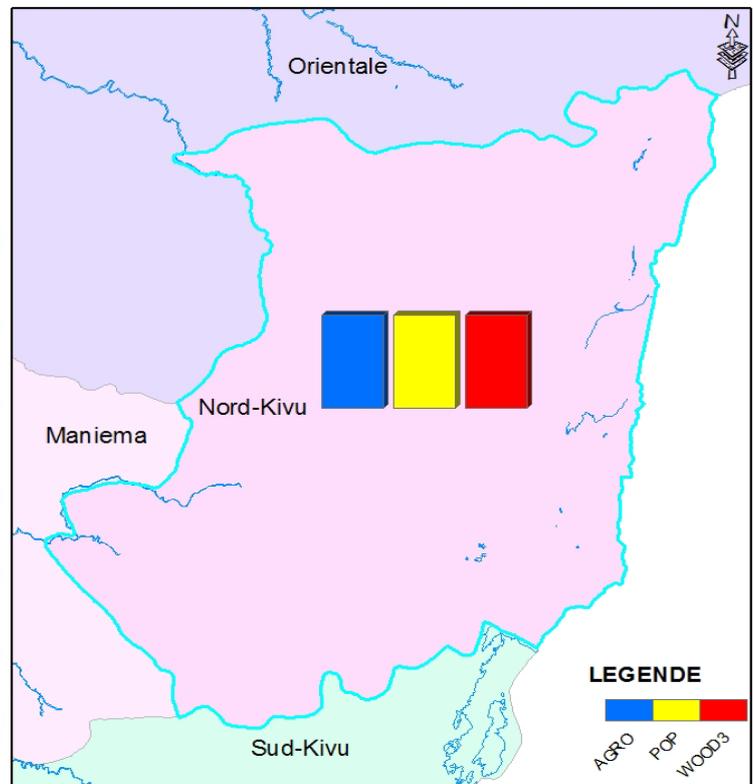
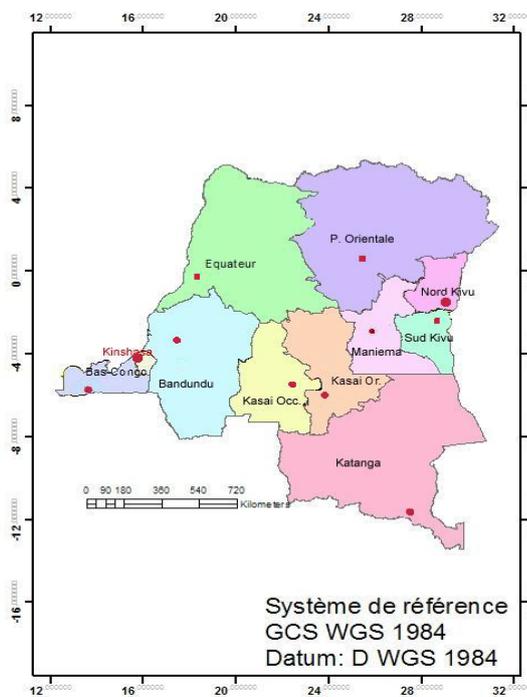
5g. Province du Maniema

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Maniema)



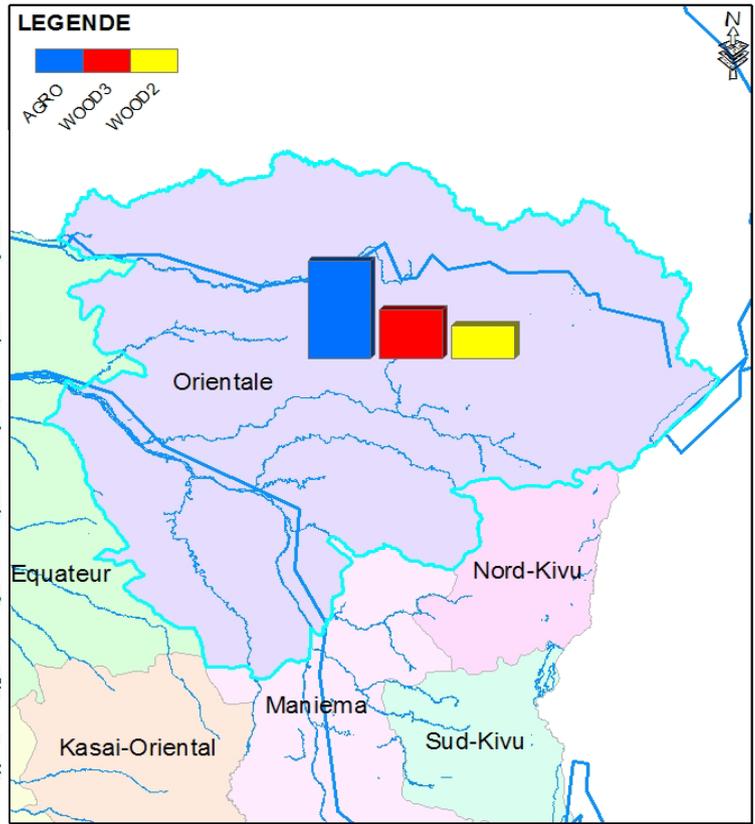
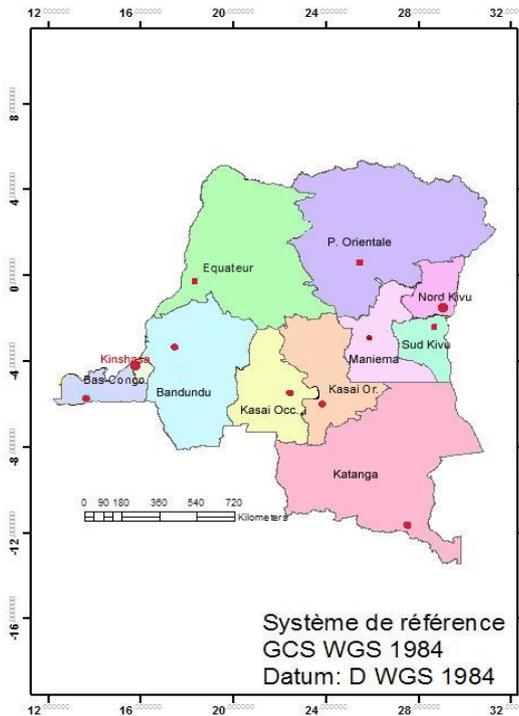
5h. Province du Nord Kivu

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Nord-Kivu)



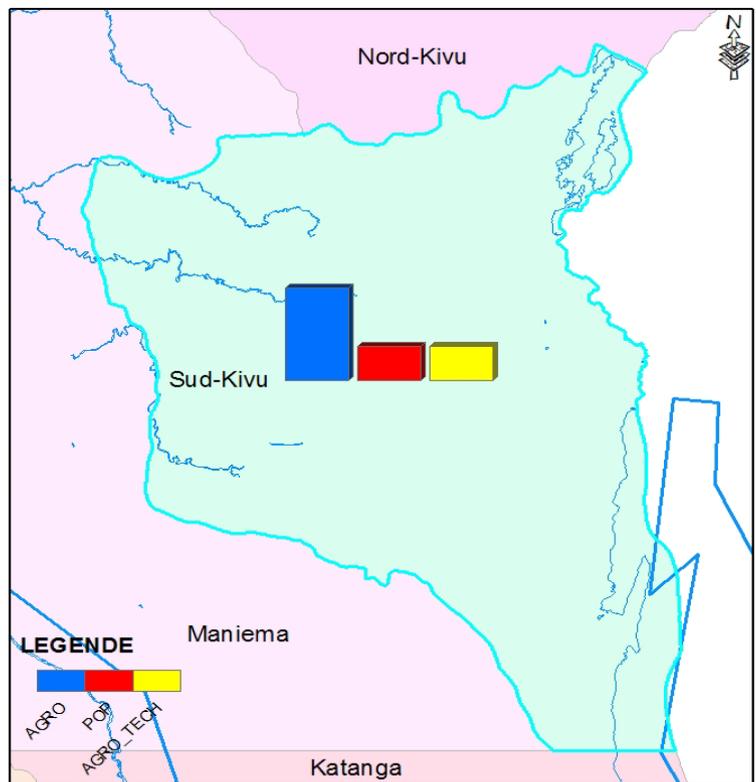
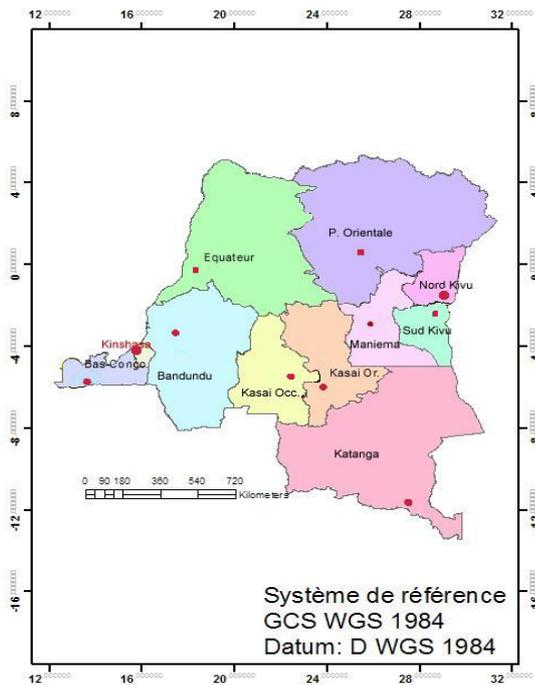
5i. Province Orientale

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Orientale)



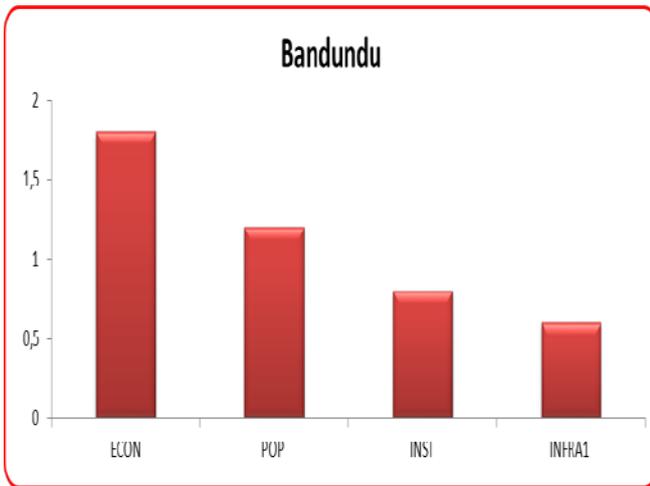
5j. Province de Sud Kivu

PRINCIPALES CAUSES DIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Sud-Kivu)

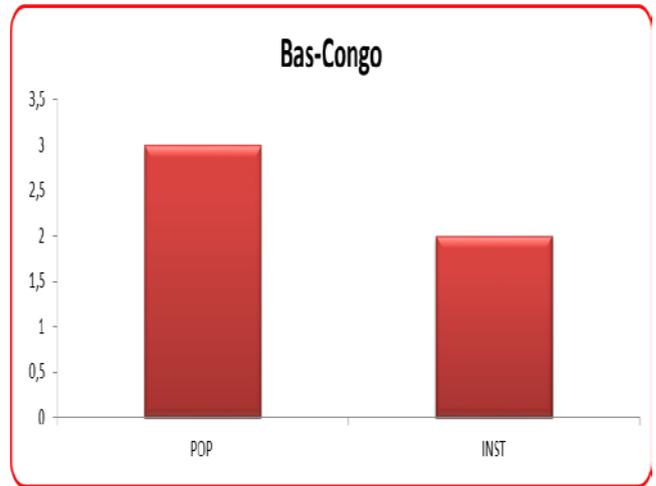


ANNEXE 6. Evolution des principales causes indirectes par province

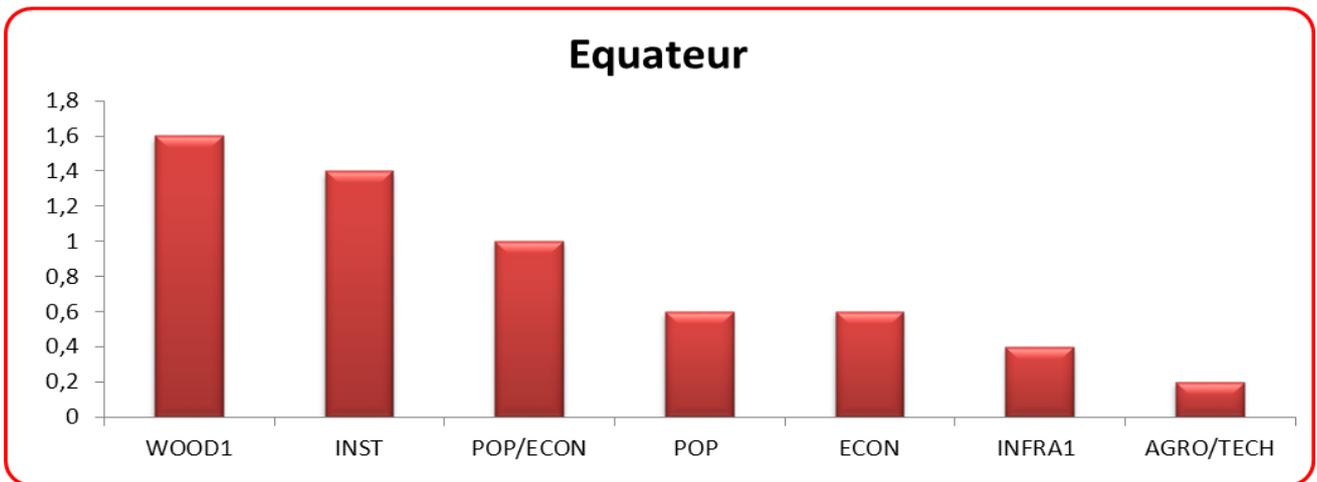
6a. Province du Bandundu



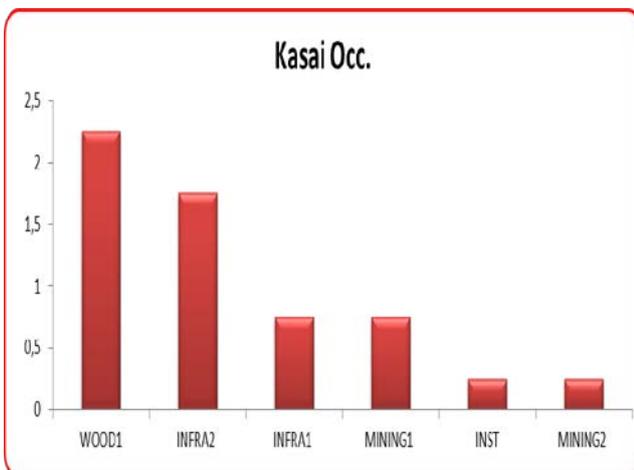
6b. Province du Bas-Congo



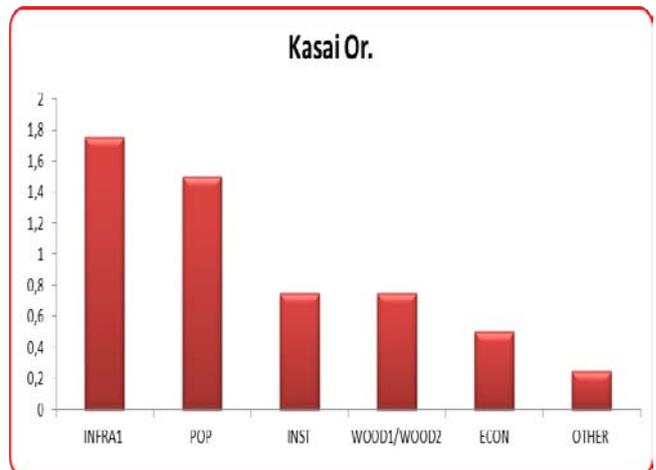
6c. Province de l'Equateur



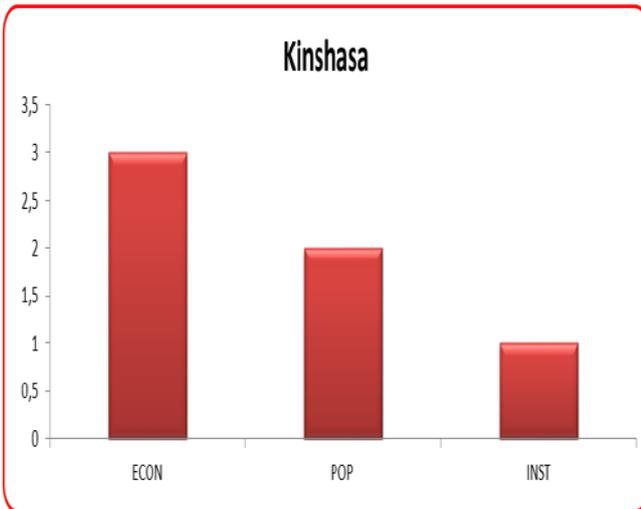
6d. Province du Kasai Occidental



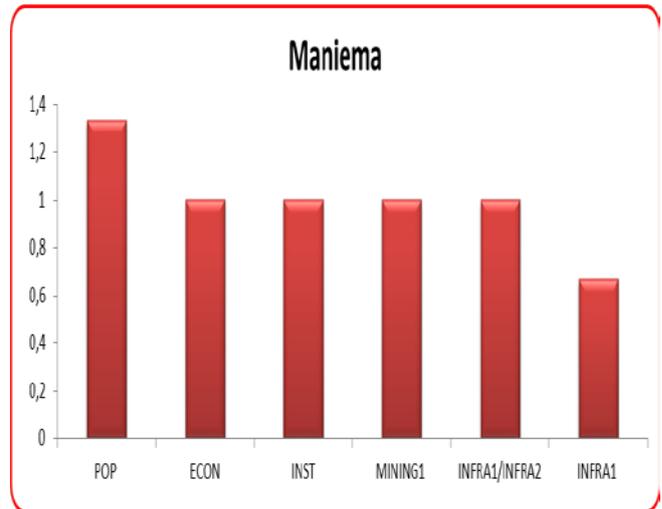
6e. Province du Kasai Oriental



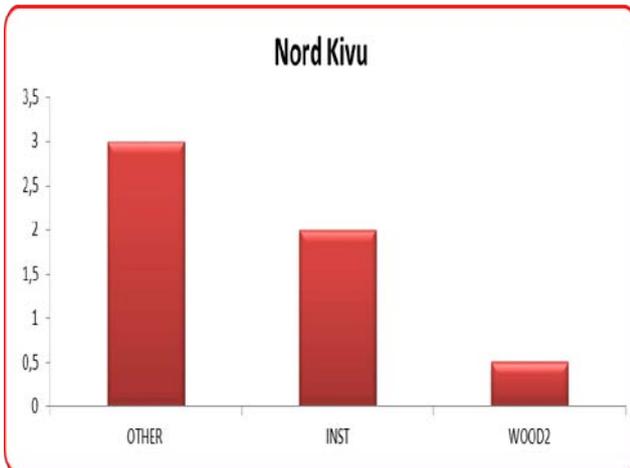
6f. Province de Kinshasa



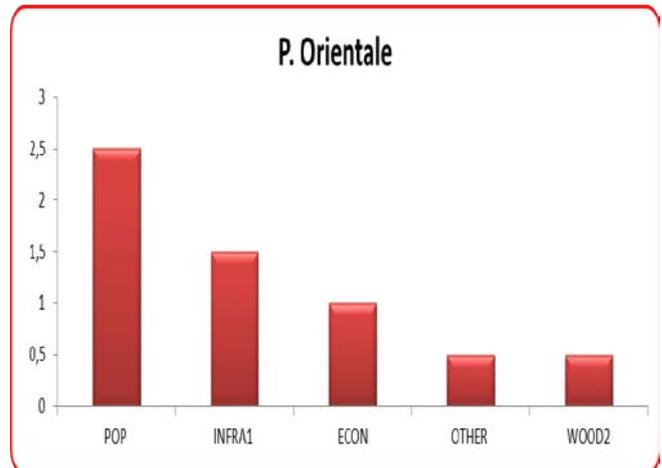
6g. Province de Maniema



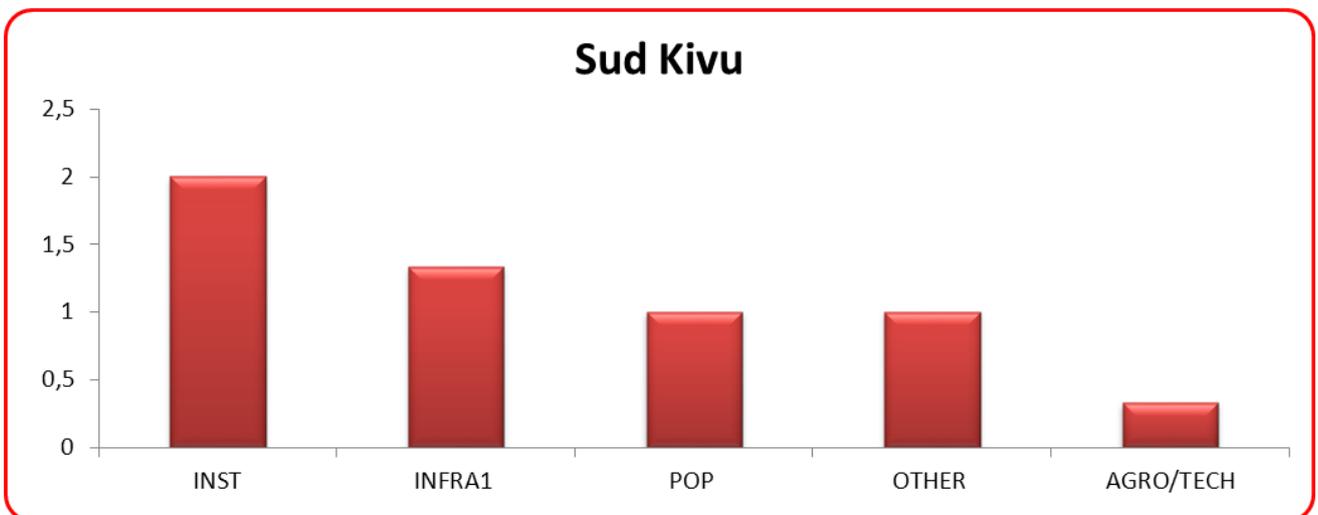
6h. Province du Nord Kivu



6i. Province Orientale



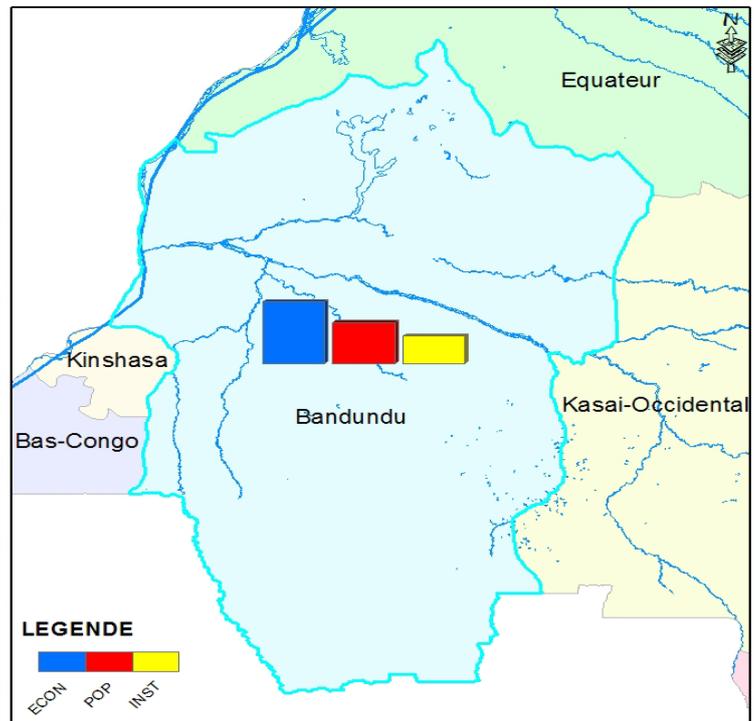
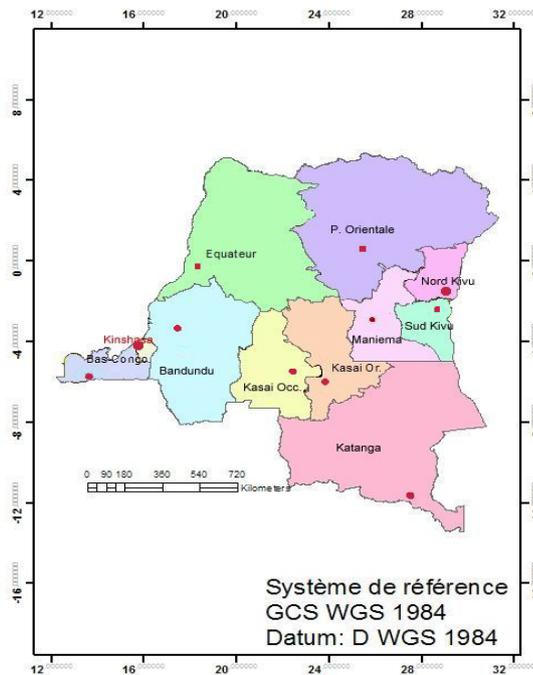
6j. Province du Sud Kivu



ANNEXE 7. Cartographie des causes indirectes de la déforestation et/ou de la dégradation forestière en RDC

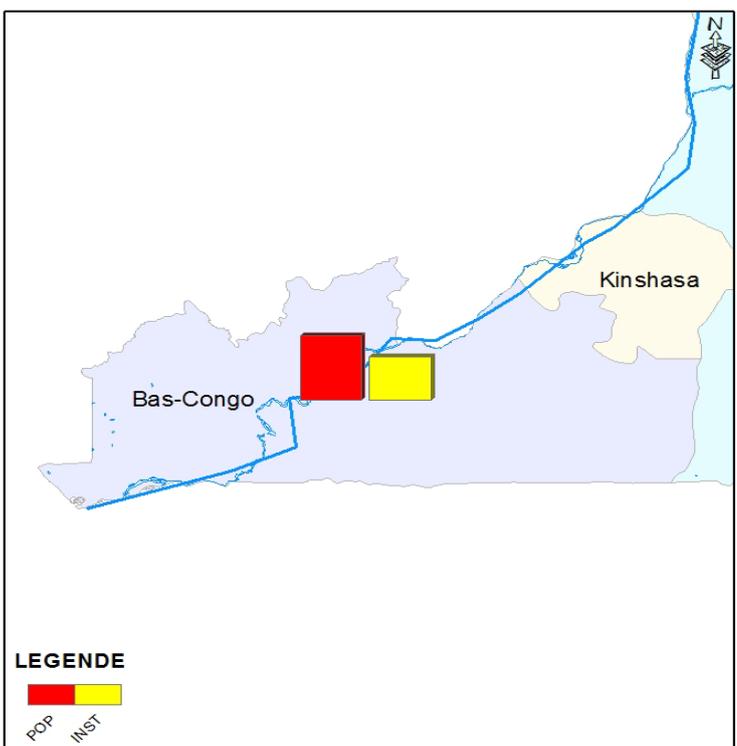
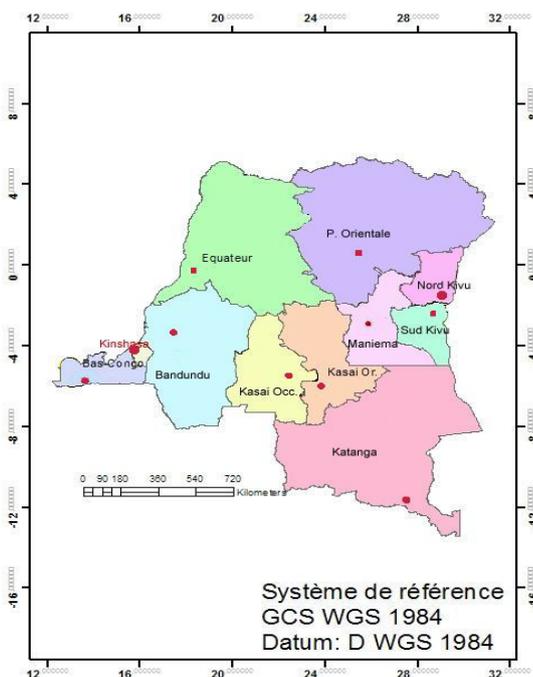
7a. Province du Bandundu

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION (Zoom : Bandundu)



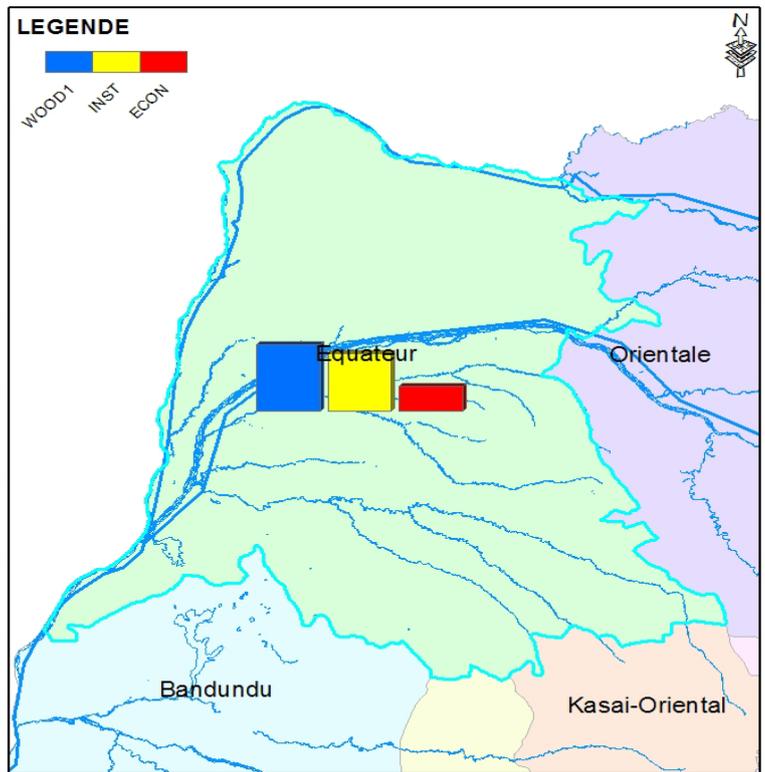
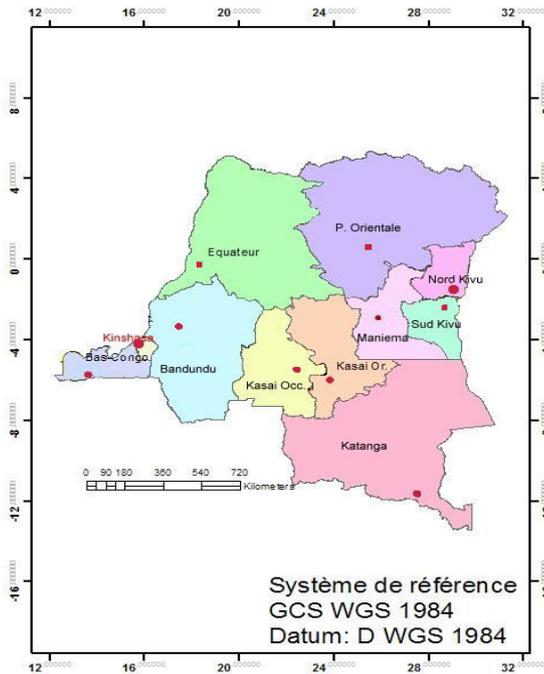
7b. Province du Bas-Congo

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION (Zoom : Bas-Congo)



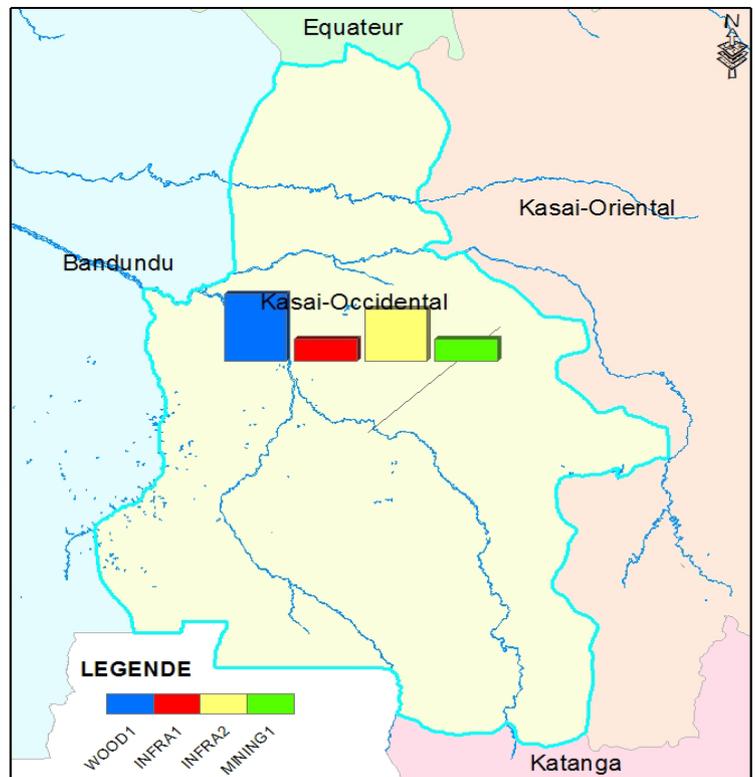
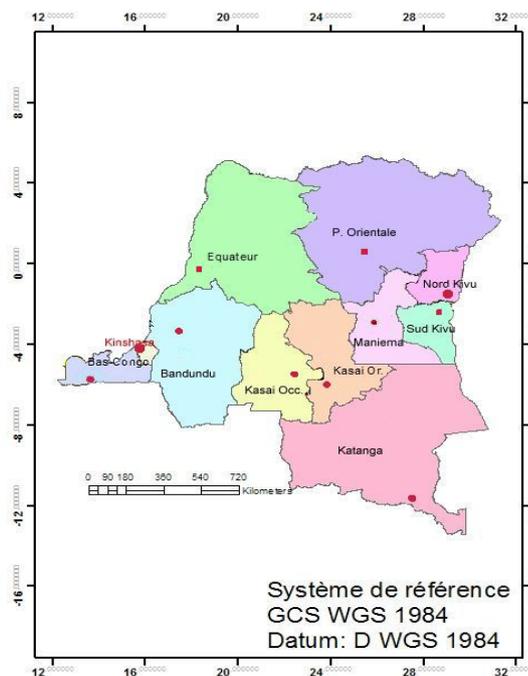
7c. Province de l'Equateur

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Equateur)



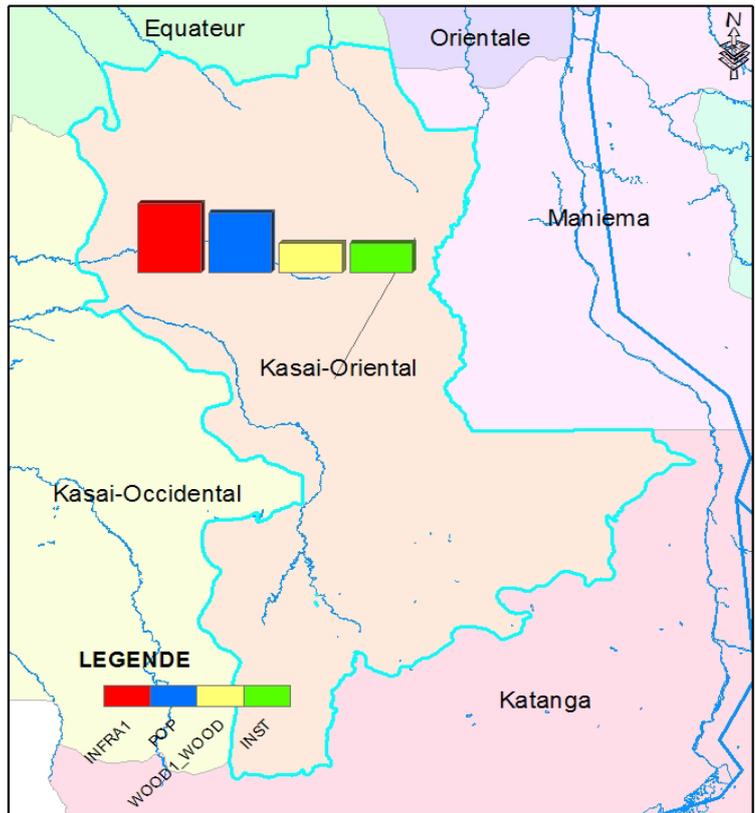
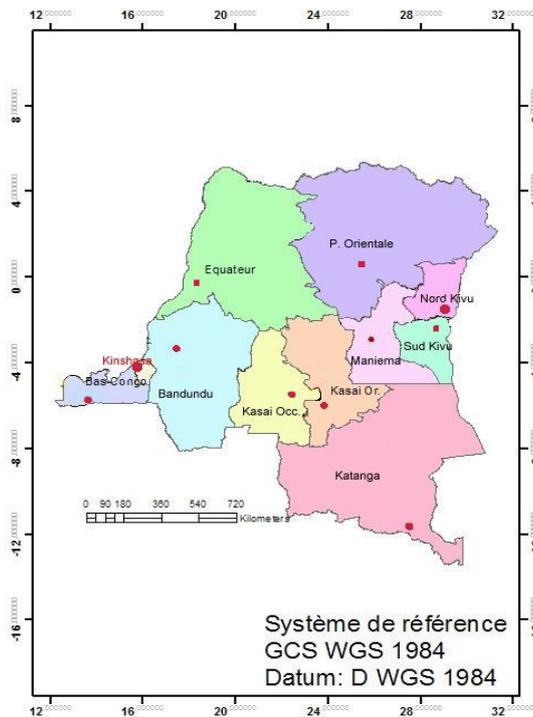
7d. Province du Kasai Occidental

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Kasai-Occidental)



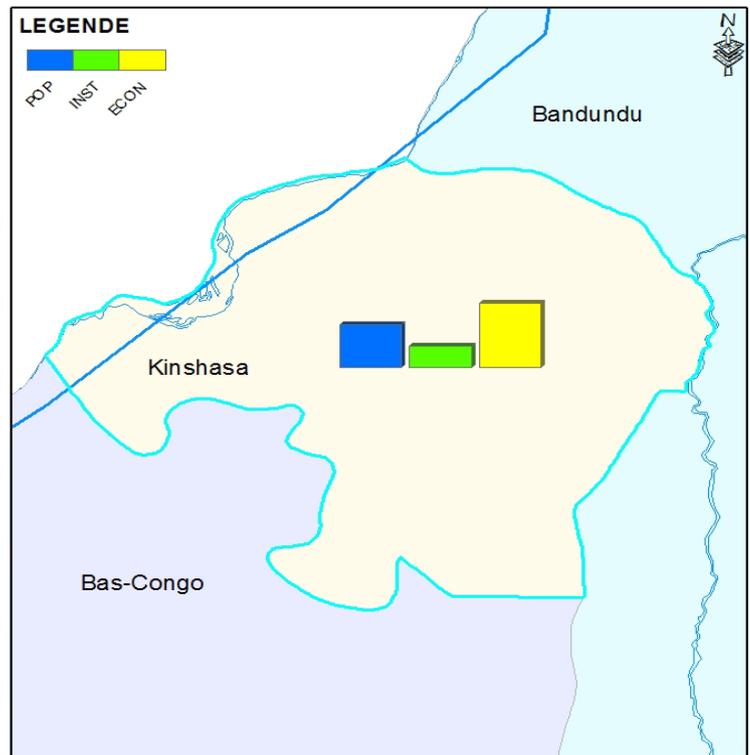
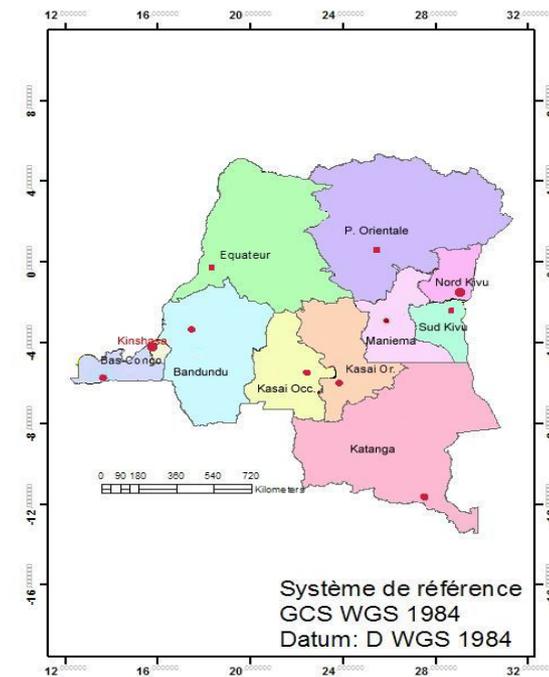
7e. Province de Kasai Oriental

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Kasai-Oriental)



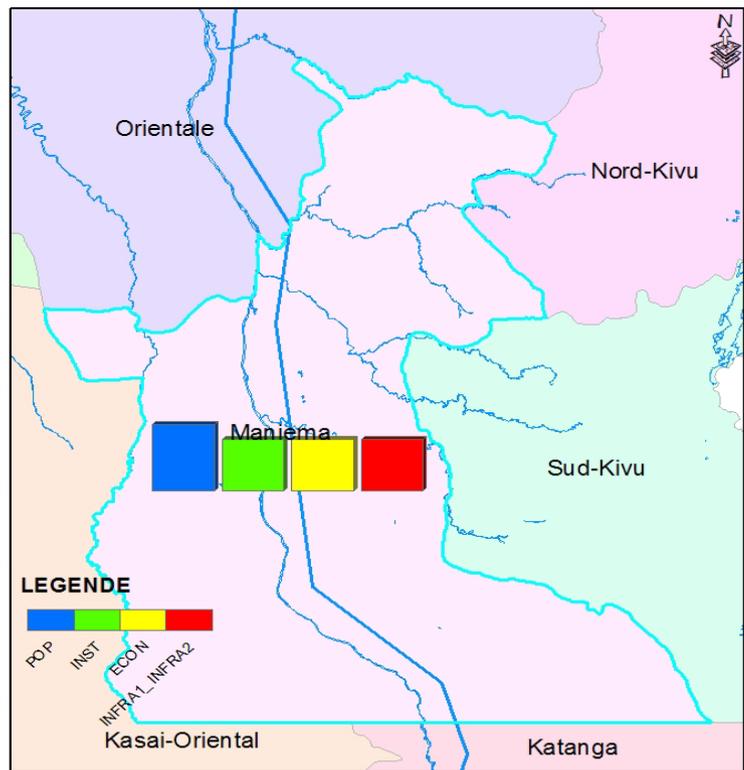
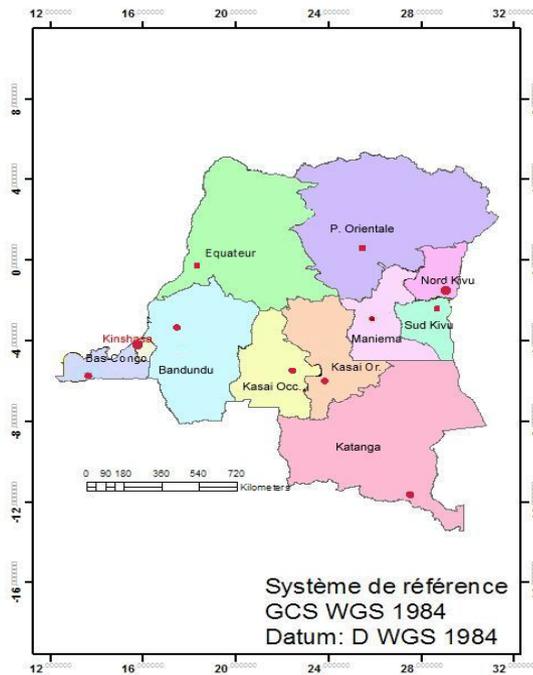
7f. Province de Kinshasa

PRINCIPALES CAUSES INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Kinshasa)



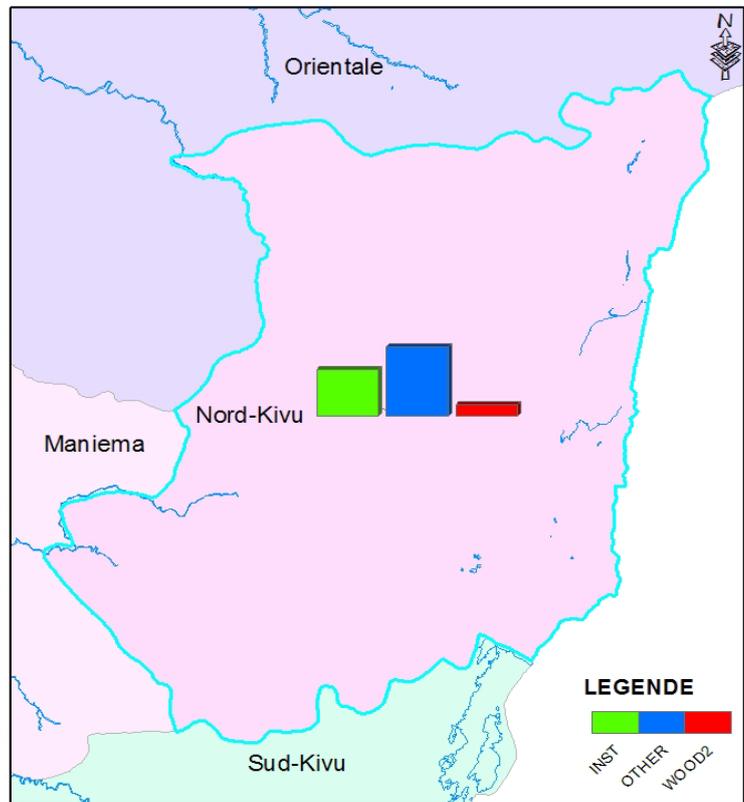
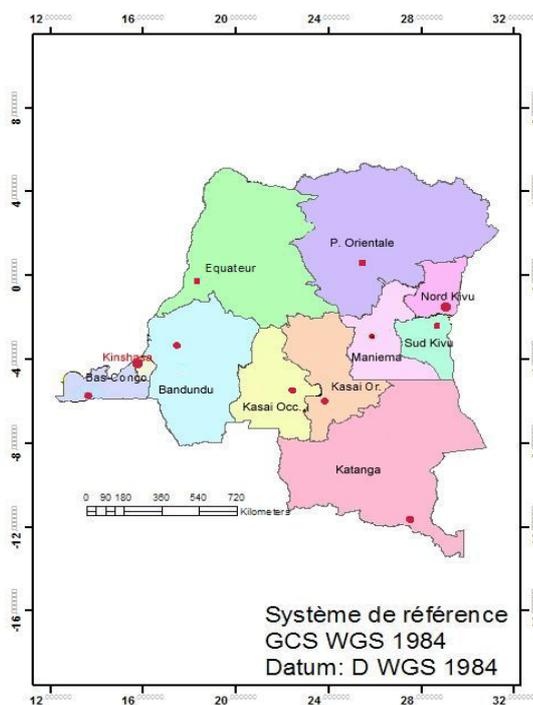
7g. Province de Maniema

**PRINCIPALES CAUSES
INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Maniema)**



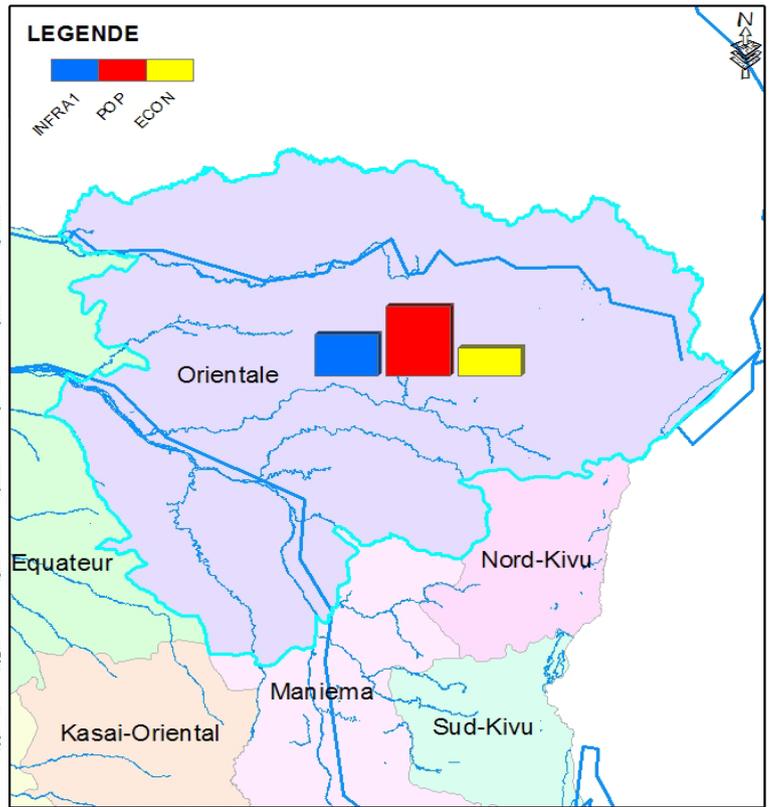
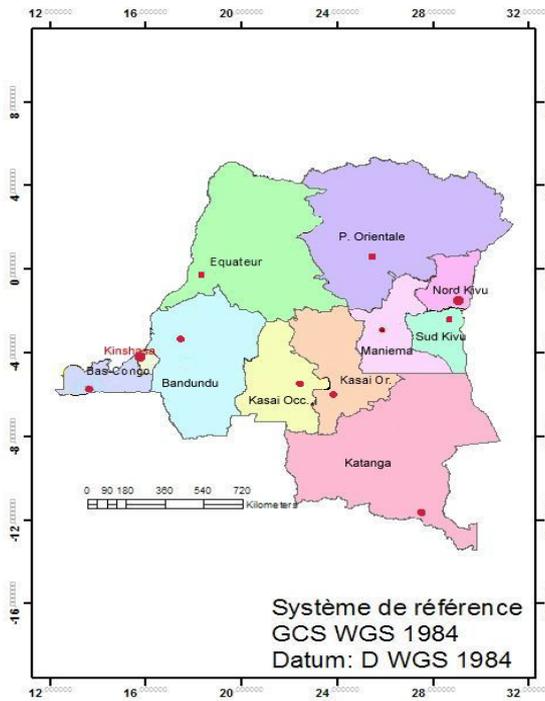
7h. Province du Nord Kivu

**PRINCIPALES CAUSES
INDIRECTES DE DEFORESTATION
(Zoom : Nord-Kivu)**



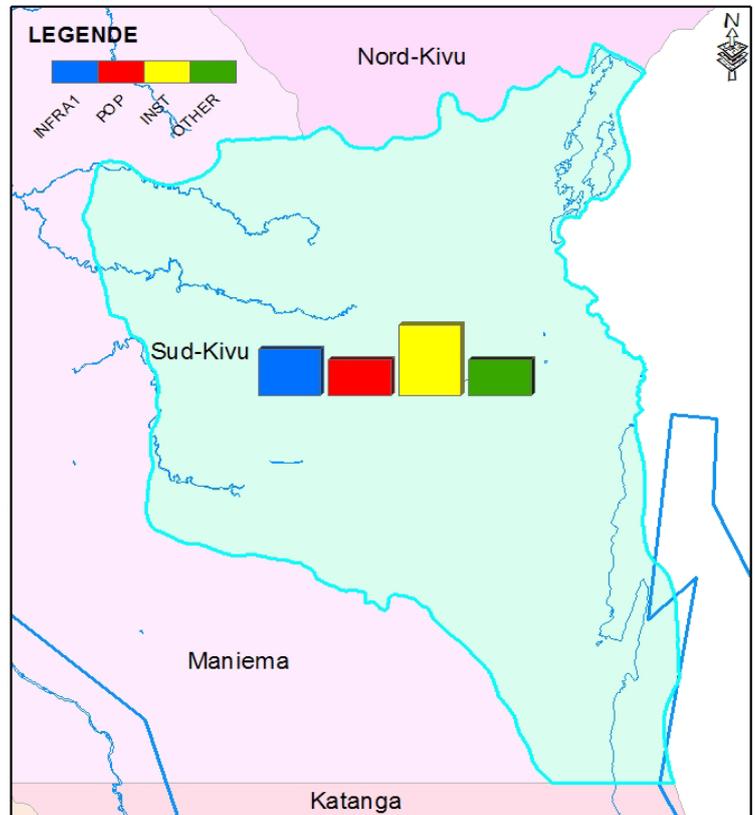
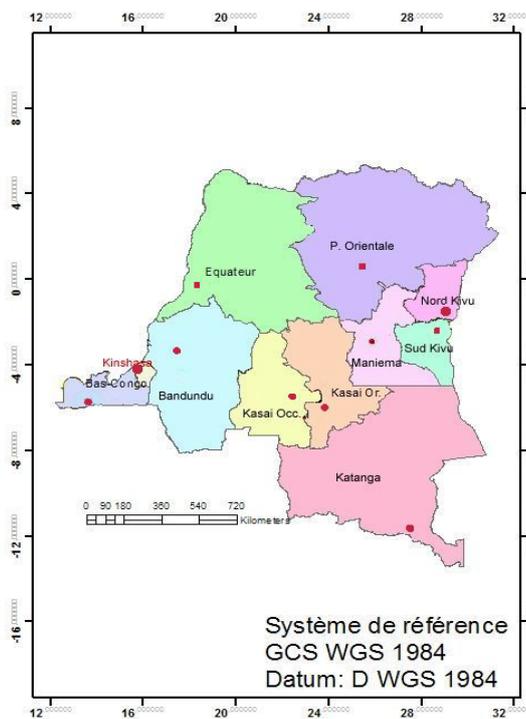
7i. Province Orientale

**PRINCIPALES CAUSES
INDIRECTES DE DEFORESTATION**
(Zoom : Orientale)



7j. Province de Sud Kivu

**PRINCIPALES CAUSES
INDIRECTES DE DEFORESTATION**
(Zoom : Sud-Kivu)



ANNEXE 8. Liste non exhaustive des personnes consultées

| Province | prénoms et Noms | Fonction |
|------------------|--|---|
| Kinshasa | Léon Kanu Mbizi | Coordonnateur National, Coordination Nationale REDD (CN-REDD) |
| | Fabien Monteils | Conseiller Technique Principal, CN-REDD |
| | Kapa Batunyi | Expert Forestier, FAO RDC |
| Bandundu | Bruno Bindamba | Ministre Provincial de l'Environnement, Bandundu |
| | Jean Faustin Mokoma | Ministre Provincial de Plan, Budget, Mines et Energie, Bandundu |
| | Willy Etienne Musoyi Bayipoke | Coordinateur Provincial de l'Environnement, Bandundu |
| | Abbe Eric Mambou | Prêtre à la mission catholique St Pierre Callusius de Kinsambi |
| | Rigobert Muke | Gérant PTT, Pomongo |
| | Marcel Mukwa Kinguba | Paysan exploitant artisanal de bois, Pomongo |
| | Paulin Tamisimbi | Directeur d'exploitation des Plantations et Industries Huilières, Lusanga |
| | Kaziama | Chef de station INERA, Kiyaka |
| | Tarcisse Munzundu | Président et porte-parole des fermiers regroupés au sein de l'ONG PREFEN, Kikwit |
| | Théodore Nunakumbi, Delphin Mafuta, Cléophas Munene, | Notables de la ville de Kikwit |
| | Pr. Jacques Tiarina | Enseignant à l'Université du Bandundu à Kikwit, Extension de l'Université de Kinshasa |
| | Richard Sinikuna | Responsable de bibliothèque, Université du Bandundu à Kikwit, Extension de l'Université de Kinshasa |
| | Edouard Kinanga | Ministère provincial des Affaires Foncières et Environnement, Kikwit |
| | Euphrasie Kitapindu | Responsable, ONG APEDE Kikwit |
| Bas-Congo | | Coordinateur provincial de l'Environnement, MECNT Matadi |
| Equateur | | Coordinateur Provincial de l'Environnement MECNT, Bandaka |
| | Nzemoti | Assistant Technique Agronome, PRAPE-FIDA, Bumba |
| | Frédéric Drouet | Chef Chantier SIFORCO Engengele Bumba |
| | Roger Ngange Mekumabu, | Chef de service faune et chasse, Coordination provinciale de l'Environnement, Mbandaka |
| | Jean Pierre Lanne | Chef de chantier SIFORCO Kpengbe-Bumba |
| | Leonard Wansome | Chef d'Exploitation Forêt, SIFORCO Kpengbe- Bumba |
| | Godefroy Assama | Porte parole du village Ngale, Lisala |
| | Romain Balandi | Expert local FAO, Lisala |
| | Yekola | Directeur de l'ISEA Mondongo, Lisala |
| | André Bulunu Dan-Iya | Coordinateur de l'Environnement District, Gemena |
| | Mboyo | Superviseur de l'Environnement, Libenge |
| | | Expert local FAO, Bumba |
| | Serges Bokele | Ministre Provincial de l'Intérieur, |

| Province | prénoms et Noms | Fonction |
|----------------------------|--|--|
| | | Ministre de l'Environnement a.i |
| Kasai Occidental | | Vice Gouverneur, Kasai Oriental |
| | Martin Kendedi Mulumbay | Coordinateur de l'Environnement MECNT, Kananga |
| | André Jean Bamve Kabasu | Chef de Division Provincial des Mines |
| | Joachim likaka Mahumba Simba | Administrateur du Territoire de Demba |
| | Mamba Shako | Promoteur de la ferme agricole CAMS, Benakayembe |
| Kasai Oriental | Abbé Simon Kalenga Nshimba | Directeur du Cabinet Adjoint Chargé de l'Administration et du Développement, Mbuji-Mayi |
| | Jean Pierre Kalala wa bilonda | Coordinateur de l'Environnement MECNT, Mbuji-Mayi |
| | Mathieu Lifenya | Chef de Bureau, MECNT Provincial, Mbuji-Mayi |
| | Israël Tanganyika | Chef du Bureau Régional FAO, Mbuji-Mayi |
| | Edouard Kabemba | Chef du sous-bureau FAO, Mbuji-Mayi |
| | Jean Claude Kabemba | Chef d'Antenne SAESSCAM Mbuji-Mayi |
| | Achille Basemenane Idolwa | MIBA |
| Maniema | Didi Manara | Gouverneur de la Province du Maniema, Kindu |
| | Amurani | Ministre Provincial de l'Agriculture, Kindu |
| | Kinyama | Ministre Provincial de l'Environnement, Kindu |
| | Faray Makonga | Coordinateur de l'Environnement MECNT, Kindu |
| | Mwana Pungu Kitenge | Agent de l'Environnement, Kindu |
| | Germain Muyumba | Réseau Ressources Naturelles, ONG MALI, Kindu |
| | Songa | Chef de cité de Kalima |
| | | Superviseur de l'Environnement de Kalima |
| | | Responsable local de SAESSCAM, Cité de Kalima |
| | | Directeur SAKIMA |
| Nord Kivu | Kahambu Kituli | Coordinateur Urbain de l'Environnement MECNT, Beni |
| | Denis Onzabe | PNUD Beni |
| | Gustave Chishweka Lubala | Consultant Forestier ENRA - Beni |
| | Moïse Muhindo | Chef d'Antenne du Fonds forestier National, Beni |
| | Bruno | Chef du Projet EcoMakala, WWF Goma |
| | Thierry Lusenge | Assistant projet EcoMakala, WWF Goma |
| | Elisha Moore Delate | Mercy Corps, Goma |
| | Kasusku wa Ngeyo | Président de l'Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI), Goma |
| | Bahati Bahinyuza | Forestier WWF Axe Masisi, Goma |
| | Mpirikanyi Forongo | Coordonnateur ONG ACODRI, Goma |
| Pr. Jean-Pierre Mate Mweru | Doyen de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université de Kisangani | |
| Province Orientale | Mokili Kaliko | Superviseur de l'Environnement MECNT District d'Ituri, Bunia |
| | Serges Ibiliabo | Assistant technique, PNUD Bunia |
| | Laurent Kidima | Mambasa Officer PACT Inc. |
| | Jacob Madidi | Responsable Technique RFO, Epulu |
| | Saidi Mwanagoyi | Chargé des questions politiques et |

| Province | prénoms et Noms | Fonction |
|-----------------|---------------------------|--|
| | | administratives, Administration du territoire de Mambasa |
| | Jules Kakule Kitaheruka | Président du Groupement des Exploitants Artisanaux de Mambasa (GEEBO) |
| | Joseph Nalungu | Secrétaire exécutif de l'Association des Exploitants Forestiers Artisanaux du Bois Scié (AEFAB), Ituri Mambasa |
| | Kambale Byasongya kibonge | Membre de GEEBO |
| | Maurice Uguti Waniye | Chef de poste OKIMO, Mongbwalu |
| | Kenneth Wheeler | Géologue, Ashanti Goldfields Kilo (AGK), Mongbwalu |
| | Elie Enkama | Agent SAESSCAM, Kisangani |
| | | Coordinateur de l'Environnement MECNT, Kisangani |
| Sud Kivu | Sinawake | Chef de Bureau Services Généraux Environnement, Bukavu |
| | Robert Mulimbi | Chef Garde Parc National de Kahuzi Biega |
| | Carpen Ilaria | MONUC, Bukavu |
| | Jean Marie Mapenz Mahano | Directeur Technique aux Jardins Théicoles de Mbayo |
| | Nestor Mwezezo Samitamba | Chef de Division provincial du Tourisme, Bukavu |
| | Ali Amissi Muhemedi | Chef de Bureau Chargé de la Promotion du Tourisme, Bukavu |